NATIONS
UNIES

A

Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.25
13 octobre 1989

FRANCAIS

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 25e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 9 octobre 1989, à 15 heures

Président :	M. GARBA	(Nigéria)
Puis :	M. JAYA (Vice-Président)	(Brunéi Darussalam)
Puis :	M. GARBA	(Nigéria)

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Jackson (Guyana)
M. Van Lierop (Vanuatu)

Organisation des travaux

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Carter (Bahamas)
M. Da Graca (Sao Tomé-et-Principe)
M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

89-64236/A 0733v (F)

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. JACKSON (Guyana) (interprétation de l'anglais) : Nous sommes réunis à un moment où la dynamique de la coopération l'a emporté sur l'affrontement. Il en résulte qu'une bonne ambiance règne sur la scène internationale. Elle a engendré des améliorations sensibles dans les relations internationales et annonce l'avènement d'une ère de paix mondiale et de développement équitable dans laquelle les Nations Unies pourront jouer un rôle central. C'est pourquoi la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, qui a lieu à un moment si propice, devrait favoriser le renforcement de la coopération internationale dans ce qui devrait être une tentative mondiale pour édifier un monde nouveau et meilleur.

Le Guyana est certain que sous votre direction compétente, Monsieur le Président, cet espoir se réalisera. Je vous adresse par conséquent mes félicitations les plus chaleureuses et mes meilleurs voeux de succès dans votre présidence. Eminent fils du Nigéria et de l'Afrique, vous réunissez en vous toutes les qualités et vertus indispensables à cette haute fonction.

Permettez-moi également en cette occasion de rendre hommage à votre prédécesseur, M. Dante Caputo, qui nous a guidés de manière si inspirée.

Lorsqu'on passe en revue l'évolution des relations internationales en cette fin des années 80, on doit reconnaître qu'il y a eu des effets positifs dans la quête d'un ordre international susceptible d'apporter des avantages équitables à tous les membres de la société mondiale.

La tension internationale s'est considérablement relâchée; le dialogue et la négociation ont accéléré la solution des conflits et les rivalités entre blocs ont notoirement diminué. La coopération régionale est devenue une pratique mondiale et des changements de grande portée sont en cours au sein des sociétés et dans leurs rapports entre elles. Le colonialisme bat en retraite de plus en plus vite et du fait du renouveau de confiance dans le multilatéralisme, on a de plus en plus recours aux Nations Unies en tant qu'organisation universelle à laquelle ceux qui en sont membres peuvent recourir efficacement pour satisfaire les aspirations des peuples, aspirations qui transcendent les frontières nationales. Dans le domaine économique également, des changements salutaires de grande portée se produisent, bien qu'ils ne soient pas encore aussi généralisés. Ces grandes tendances nous permettent d'espérer pour l'avenir.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

Toutefois, il est indéniable que des problèmes anciens perdurent sans que des solutions n'y aient été apportées et que la naissance de nouveaux problèmes a engendré de nouveaux défis. Parce qu'ils revêtent un caractère mondial, ces problèmes ne peuvent être résolus que par l'ouverture et la transparence qu'appelle une véritable coopération internationale. Je veux parler de problèmes comme l'environnement et les stupéfiants.

Face à la pléthore de points inscrits à notre ordre du jour, je considère que, grâce à l'interdépendance qui a permis une prise de conscience plus grande des problèmes et des impératifs de l'heure, notre tâche s'en trouve facilitée. Aujourd'hui, l'interdépendance n'est pas simplement un slogan à la mode. Elle a permis que l'action au niveau mondial devienne un impératif.

Cette réalité n'est nulle part plus manifeste que dans la lutte pour le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire. Par chance, ce processus a déjà commencé. En ratifiant le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire - Traité FNI -, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont fait la preuve de leur volonté de réduire leurs arsenaux nucléaires, ce dont nous devons les féliciter. Ces deux pays sont d'ailleurs actuellement réunis pour débattre de la limitation des armes stratégiques offensives et autres armes de destruction massive.

Notons également que la question des armes classiques, au-delà de ce qui est nécessaire pour la sécurité nationale, reçoit de plus en plus d'attention. Cette tendance doit être encouragée tant au niveau international que national. J'ai évoqué la dimension nationale, car il faut bien malheureusement reconnaître que les armes classiques sont devenues une composante ordinaire du commerce international. Nos efforts dans ce domaine ne seront couronnés de succès que si la même retenue est observée dans le domaine de l'acquisition et de la fabrication de telles armes. De la même façon, nous devons nous préoccuper vivement des dangers inhérents aux progrès rapides constatés dans les techniques d'armements.

D'une façon plus générale, étant donné que la menace représentée par la course aux armements concerne la vie de tous les peuples, le désarmement ne peut être poursuivi de manière exclusive. Comme le Secrétaire général l'a fait observer :

> "... l'ONU doit demeurer à la pointe des efforts multilatéraux entrepris dans ce domaine." (A/44/1, p. 15)

L'utilisation adéquate du mécanisme des Nations Unies est à cet égard fondamentale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

La détente observée entre les superpuissances a eu pour conséquence salutaire d'apaiser les tensions internationales. D'où l'émergence d'un environnement favorable aux efforts déployés sur le plan interne par les Etats de la région pour résoudre leurs problèmes. En effet, il est un fait que là où naît un conflit, l'intrusion d'intérêts extérieurs ne fait que compliquer la recherche d'une solution. Aussi faut-il se féliciter que dans des zones en conflit comme l'Afghanistan, l'Amérique centrale, l'Iran et l'Iraq et l'Afrique australe, la détente entre les superpuissances conjuguée aux efforts régionaux et autres aient permis l'instauration d'un dialogue et la tenue de négociations en vue de la solution de ces conflits, en faisant renaître l'espoir de régler des différends qui, à un certain moment, semblaient insolubles. A chaque fois, les Nations Unies ont joué un rôle déterminant. Mais le processus de règlement n'est cependant pas encore achevé.

Les accords de paix difficilement négociés concernant l'Afghanistan doivent être scrupuleusement appliqués de façon à ne pas compromettre une solution politique. En Amérique centrale, où les Accords Esquipulas, et plus récemment l'Accord de Tela, ont ouvert la voie menant à la paix, les Etats de la région doivent être encouragés à ne pas relâcher leurs efforts. L'Iran et l'Iraq, qui sont convenus d'un cessez-le-feu, doivent être exhortés à la réconciliation et au rétablissement de bonnes relations. A Chypre, il faut regretter que les entretiens communautaires n'aient pas progressé comme l'aurait souhaité la communauté internationale. Nous invitons instamment toutes les parties intéressées à réagir favorablement aux propositions raisonnables du Secrétaire général.

S'agissant du Kampuchea, un pays déchiré depuis si longtemps par la guerre, la destruction et les souffrances, il faut espérer que les Etats concernés feront revivre la Conférence de Paris en s'engageant résolument à rechercher un terrain commun. En Corée, où le Nord et le Sud sont toujours divisés, la communauté internationale doit encourager la réunification pacifique, à l'abri de toute ingérence extérieure.

Au Sahara occidental, où l'on semble s'acheminer vers l'application du plan de paix proposé par le Secrétaire général et le Président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), nous devons engager vivement les parties à coopérer pleinement aux efforts faits pour résoudre ces différents de longue date.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

Il existe bien entendu un lien unique entre la Namibie et les Nations Unies, lesquelles après tout sont l'Autorité administrante légale. La liberté a été depuis trop longtemps refusée à la Namibie par le régime intransigeant de Pretoria. Toutefois, la Namibie semble être sur le point de recouvrer cette liberté. La responsabilité particulière de l'Organisation à cet égard lui impose d'être encore plus vigilante à mesure que le processus touche à sa fin. Nous ne devons tolérer aucun subterfuge de la part de l'Afrique du Sud pour priver le peuple namibien de tous ses droits politiques et veiller à ce que toutes les dispositions de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité soient mises en oeuvre. Le Guyana est du nombre des pays qui ont fourni des ressources humaines aux opérations du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) dont le but est précisément d'aboutir à ce résultat. Aussi attendons-nous le jour où nous accueillerons une Namibie indépendante au sein de l'Organisation.

Les chances de mettre un terme à l'apartheid - ce qui nous paraît inévitable - ne sont pas contrairement à la Namibie aussi évidentes. Néanmoins, l'effritement du mythe de l'invincibilité du régime militaire, conjugué aux pressions exercées par les mouvements de libération et par la communauté internationale, ainsi qu'aux contradictions inhérentes au système de l'apartheid, rend sa survie de plus en plus précaire. Des changements prenant en considération les aspirations démocratiques du peuple doivent intervenir. C'est une question de temps. D'ici là, il faut accroître la pression exercée sur le plan international afin de susciter ces changements. Les sanctions doivent être maintenues, resserrées et élargies. Il faut apporter aide et encouragement au peuple opprimé de cette terre tourmentée. En aucun cas nous ne devons relâcher nos efforts tant que l'apartheid ne sera pas entièrement démantelé.

Les Palestiniens comptent eux aussi parmi les peuples privés de leurs droits fondamentaux. Eparpillés à travers le monde dans une diaspora douloureuse, ils souffrent de l'indignité d'être un peuple apatride. L'Intifada montre les conséquences d'une situation dans laquelle un peuple se voit refuser sa liberté mais cherche en même temps, par tous les moyens, à la recouvrer. La nécessité d'une solution a déjà été soulignée. Seule fait défaut la volonté de chaque membre de la communauté internationale, et de l'une ou de l'autre des parties intéressées, de prendre avec vigueur les mesures qui s'imposent. Si elle est menée avec

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

patience et sérieux, la conférence internationale sur le Moyen-Orient demandée par les Nations Unies pourrait conduire à un règlement négocié durable.

Le climat qui règne à l'heure actuelle est assez propice aux efforts collectifs pour résoudre les problèmes dont je viens de faire mention. Saisissons cette occasion. Mais ne négligeons pas cependant les nouvelles questions de portée mondiale.

La première d'entre elles concerne l'environnement. Bien que la question de l'environnement humain ait déjà été traitée, sur un plan mondial, lors de la Conférence mondiale de Stockholm en 1972, ce n'est que récemment que la communauté internationale a pris conscience de manière aiguë du risque qu'une dégradation continue de l'environnement représenterait pour l'avenir de l'humanité.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

Il convient de rappeler, me semble-t-il, qu'à Stockholm les principes qui ont été adoptés en vue d'entreprendre une action internationale commune prévoyaient le respect de la souveraineté des Etats et l'exigence de veiller à ce que les préoccupations d'ordre écologique servent l'amélioration et non la détérioration des perspectives de croissance des économies des pays en développement. Il a été également convenu que la communauté internationale adopterait des mesures aptes à promouvoir les intérêts légitimes des pays en développement en matière de développement économique. Les préoccupations qui se font jour actuellement devraient respecter ces principes.

Il est vrai que depuis 1972 l'environnement s'est de nouveau dégradé, renforçant ainsi l'urgente nécessité d'adopter les mesures propres à arrêter et à inverser cette tendance. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et d'autres organismes internationaux et nationaux ont élaboré des programmes utiles en la matière. Et pourtant, si la question n'est pas traitée de manière structurée et raisonnable, il y a danger de voir la coopération internationale souhaitée devenir victime des préjugés et des pratiques injustes. Je parle ici en tant que représentant d'un pays de l'Amazonie, conscient du fait que si certains points de vue émis sur l'utilisation des forêts tropicales sont maintenus, on se heurtera à des retards inutiles dans l'édification d'un consensus mondial devant nous faire progresser.

Le Guyana est d'avis que la situation actuelle exige une approche basée sur des rapports d'association véritable, où le partage des responsabilités prenne en considération les différents niveaux de capacité et les excès passés. On a fait valoir, par exemple, que les forêts tropicales constituent un réservoir d'éléments biologiques divers qui pourraient être utilisés dans l'intérêt de toute l'humanité. Il est pourtant attristant de constater que ceux d'entre nous, qui sont propriétaires de ces forêts et que l'on essaie de convaincre d'une manière ou d'une autre de les préserver, ont rarement bénéficié de leur exploitation sinon en tant que banque génétique des découvertes faites par d'autres peuples. A cet égard, il est impératif de mettre au point de nouveaux arrangements qui permettraient aux propriétaires de ces ressources d'en retirer tout au moins les mêmes avantages que ceux qui en font les découvertes. C'est pourquoi, je prie les Nations Unies et les institutions spécialisées de prendre les mesures qui s'imposent pour concrétiser cette idée.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

S'agissant de la deuxième question, celle des stupéfiants, on reconnaît de plus en plus, et je m'en félicite, qu'elle peut être abordée de façon pertinente si tous les aspects du problème sont traités de façon énergique. Je veux parler de la production, du trafic et de la consommation. Il est bon de noter que, dernièrement, l'action a été renforcée sur le plan aussi bien national qu'international. Dans ce contexte, le Guyana appuie les initiatives prises par les nations soeurs des Caraïbes, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago, pour faire face à certains aspects de ce problème terrifiant. Nous ne pouvons aller de l'avant que si nous oeuvrons ensemble.

S'agissant des relations économiques internationales, on ne peut pas dire que l'économie mondiale soit en bonne santé si on l'examine sous l'angle qualitatif et du point de vue du bien-être de l'humanité. Il est vrai que la production mondiale continue à augmenter et, selon les indices dont on dispose actuellement, cette tendance ne devrait pas s'inverser. Certains prétendent même que le monde est à la veille d'une nouvelle ère de prospérité.

Cependant, malgré de nombreux éléments positifs, le processus de croissance continue de l'économie internationale n'a pas toujours été très vigoureux. Le schéma de croissance déséquilibré qui s'est manifesté n'a pas contribué à relancer les économies en déclin de certains pays en développement, bien qu'ils aient consenti des efforts d'ajustement national énergiques afin de bénéficier du soulagement que l'expansion prévue laissait entrevoir.

Après presque 10 ans de recherche d'une solution satisfaisante, la dette continue de présider au sort économique de nombreux pays en développement. Au lieu de devenir les bénéficiaires nets de flux financiers capables de relancer leurs économies, les pays défavorisés sont devenus la source involontaire de financement des pays développés.

Le commerce est toujours un impératif de croissance. Et pourtant, les possibilités dans ce domaine ont été fréquemment limitées en raison du recours continu au protectionnisme. En raison des conditions difficiles imposées aux produits de base exportés par les pays en développement, les possibilités d'obtenir des résultats positifs sont gravement compromises.

Le monde est extrêmement compétitif, et l'efficacité et la qualité demeurent les critères essentiels de satisfaction. Dans ce contexte, les possibilités de croissance soutenue ne s'accroîtront que si l'on tient compte de la capacité

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

technologique limitée des pays en développement et du fait que les ressources humaines ne suivent pas le rythme de l'évolution de l'économie mondiale.

Une caractérisque fondamentale de cette décennie est la mesure dans laquelle les principaux pays industrialisés ont renforcé leur politique de coordination dans le domaine économique. Cette attitude a eu un effet positif sur le contrôle de l'inflation. Et pourtant on constate la persistance d'une préoccupation à tous les niveaux face aux répercussions que pourraient avoir les grands déséquilibres entre les pays industrialisés et l'instabilité dans les taux de change et les taux d'intérêt sur les perspectives d'avenir pour chacun.

C'est dans ce contexte très peu satisfaisant où la faim, la malnutrition et les maladies que l'on pourrait prévenir font un nombre de victimes inacceptables, que nous examinons l'état de l'économie mondiale. On doit résoudre ces problèmes économiques et sociaux afin que les pays en développement puissent faire face aux difficultés actuelles et réussissent à contribuer à de plus hauts niveaux de croissance et de développement soutenus. La baisse des niveaux de vie et l'écart croissant entre le Nord et le Sud vont à l'encontre des autres efforts consentis pour renforcer la paix et la sécurité, et protéger l'environnement.

Le retour à la prospérité ne sera pas facile. Et pourtant, lorsque nous examinons le panorama économique, nous constatons que les relations économiques des Etats augmentent à un rythme soutenu, ce qui nous permet d'espérer un élargissement de la coopération internationale. Ces progrès impliquent des changements tant au niveau national qu'international. Ces progrès ne sont pas seulement institutionnels, ils portent également sur des questions concrètes. L'intensification des processus d'intégration dans de nombreuses régions du monde et la mise au point d'accords commerciaux sont autant de signes de progrès.

Au cours des quatre dernières années, les pays de la Communauté des Caraïbes se sont vigoureusement efforcés de faire avancer ce processus. Au cours de ces années, des décisions importantes ont été prises pour doter cette communauté d'une économie unique. Les dernières mesures figurent dans la déclaration de la Grande Anse adoptée par les chefs de gouvernement de cette communauté, réunis à la Grenade au mois de juillet de cette année. La Communauté, qui est liée par le sens d'une destinée commune, a renforcé sa cohésion et la solidarité entre ses membres. La réaction des Etats et des peuples de la Communauté face aux ravages provoqués par le cyclone Hugo dans plusieurs territoires insulaires est un témoignage éloquent de ce sentiment de fraternité qui nous unit.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

Malgré leurs limitations, les propositions récentes sur la dette ont contribué à favoriser l'évolution graduelle de la stratégie de la dette et à susciter l'espoir que le problème finira par être résolu. A cet égard, il convient d'agir aussi vite que possible dans le domaine de la réduction de la dette et d'étendre son application au plus grand nombre de pays possible. Par ailleurs, il est essentiel de veiller à ce que les effets positifs de la réduction de la dette ne soient pas neutralisés par l'absence de nouveaux financements et, là où ils s'imposent, par des fluctuations défavorables des taux d'intérêt.

Les changements survenus dans les relations économiques internationales se manifestent également par la manière dont les grandes institutions multilatérales perçoivent et abordent les problèmes des pays en développement. Un fait important à cet égard est l'appui financier fourni par le Fonds monétaire international en vue de réduire la dette et le service de la dette, ce qui va dans le sens des efforts déployés récemment pour résoudre la crise.

En outre, compte tenu du nombre croissant de pays à faible revenu victimes de revers économiques, le Fonds monétaire international a adopté sa politique prévoyant le recours par ces pays à ses facilités d'ajustement structurel. En outre, le Fonds monétaire international a créé des facilités d'ajustement structurel élargies, dont les termes ont été arrêtés de manière à permettre à de nombreux pays bénéficiaires d'utiliser, nous l'espérons, ses ressources en temps opportun.

Les négociations commerciales multilatérales sont en cours dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). On enregistre des progrès graduels et, tant que les débats se poursuivront, on verra se multiplier les chances de mettre au point un système commercial meilleur et plus équitable. Ces chances seront réduites si des efforts sincères ne sont pas consentis pour honorer les engagements d'appliquer les principes du statu quo et de démantèlement des barrières commerciales qui sont indispensables à la croissance du commerce du tiers monde.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

En même temps, de plus en plus de pays font des efforts en vue de participer pleinement à l'économie internationale. La réponse à cette évolution est de plus en plus positive, tandis que des formes d'assistance sont mises au point pour favoriser cette intégration. Au fur et à mesure de l'évolution de ce processus, les pays en développement devraient devenir les pleins bénéficiaires de l'accroissement des échanges et des investissements qui accompagnent leur incorporation, dans le cadre de la conscience qu'ils ont acquise du fait qu'ils font également partie du système économique international.

Grâce à toutes ces mesures, nous pouvons changer l'adversité en un triomphe pour le développement global. Celui-ci peut être accentué en étendant les limites de la coopération de façon qu'elle comprenne une politique d'action internationale adéquate dans tous les domaines importants d'intérêt, y compris ceux des produits de base et du développement des ressources humaines.

Notre responsabilité est claire. Nous devons agir ensemble pour mettre fin au déclin économique des pays en développement. L'interdépendance et la recherche d'une harmonie mondiale nous imposent cette responsabilité. La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies prévue pour le mois d'avril de l'année prochaine et le processus d'élaboration d'une nouvelle stratégie internationale du développement nous offrent des occasions importantes de poursuivre ces buts.

Notre action devrait aussi tenir compte de l'urgence de la situation. Le cadre de notre action doit toujours offrir les moyens les plus efficaces de coopération. Qu'il s'agisse d'une coopération bilatérale, multilatérale ou bien économique et technique entre pays en développement, le Guyana se trouve toujours prêt à jouer son rôle dans nos entreprises communes.

Il est particulièrement satisfaisant que la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la coopération économique internationale, en particulier à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, se réunira à un moment où le prestige des Nations Unies a été rétabli. Les Nations Unies affirment à nouveau leur responsabilité primordiale en matière du maintien de la paix et de la sécurité. A cet égard, le Conseil de sécurité s'est réuni constamment pour étudier les événements et pour exercer son autorité en tant que garant de la paix mondiale.

Une bonne partie du crédit de cette évolution revient au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, qui a coopéré pleinement avec les Etats Membres aux

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

nombreuses initiatives prises en vue d'assurer la stabilité et le progrès dans le système économique et politique international. Son admirable rapport annuel reflète le travail précieux accompli cette année pour améliorer l'efficacité des Nations Unies et indique clairement certaines des mesures qui devraient être prises pour atteindre ce résultat.

Au cours des années, de nombreuses idées ont été avancées pour améliorer le mécanisme des Nations Unies. Le Guyana espère que ces idées seront étudiées à fond et mises en oeuvre au profit de notre organisation et de son meilleur fonctionnement.

La tendance vers des changements d'attitude est de bon augure pour l'avenir des Nations Unies et devrait, si elle se maintient, permettre à l'Organisation de réaliser pleinement son potentiel.

Le moment est maintenant venu d'aller plus loin encore dans cette nouvelle foi profonde dans les Nations Unies, afin de leur permettre d'étendre les frontières de leurs réalisations.

Il est clair que de nouvelles demandes seront présentées à l'Organisation, en raison précisément des succès qu'elle a rencontrés. C'est ainsi, par exemple, qu'un rôle sera confié à l'Organisation en vue de garantir l'application scrupuleuse des accords réalisés dans le règlement des conflits. Si nous tardons à le faire, le prestige nouvellement retrouvé de l'Organisation s'évanouira et laissera le monde, une fois de plus, en proie à un aventurisme de mauvais aloi.

Il est également important, ainsi que l'a noté le Secrétaire général, qu'il soit fait plus fréquemment usage à la diplomatie préventive, car celle-ci présente des avantages évidents sur les mesures correctives, qui sont souvent tardives, coûteuses et moins efficaces.

Au début de cette décennie de paix et de droit international, soyons donc résolus à explorer pleinement les avantages de la solution des conflits par des moyens politiques et légaux plutôt que par le recours ou la menace du recours à la force. Prenons également la décision de faire appel plus souvent à la Cour internationale de Justice en vue de servir la paix.

A l'apogée de son succès, l'Organisation des Nations Unies se trouve dans une position idéale pour lancer une grande offensive contre la multitude de problèmes qui continuent d'assiéger le monde. Leur solution exige la conjugaison des intérêts de tous les Etats Membres, qu'ils soient développés ou en développement.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Jackson (Guyana)

Qu'il nous soit permis, lors de cette assemblée, de lever bien haut la bannière de l'unité et de la coopération, et d'oeuvrer dès à présent à l'instauration d'un régime de paix durable et de prospérité.

M. VAN LIEROP (Vanuatu) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, monter les marches qui conduisent à cette tribune et parler devant l'Assemblée générale des Nations Unies est toujours un grand honneur et un privilège. Aujourd'hui, cet honneur et ce privilège prennent encore plus de sens pour notre délégation.

J'ai le plaisir de vous transmettre, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple de la République fédérale du Nigéria, nos félicitations et nos meilleurs voeux à l'occasion de votre élection à l'unanimité en tant que président de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. En outre, j'ai l'honneur de vous adresser un message de félications personnel de la part du père Walter H. Lini, Premier Ministre de la République du Vanuatu.

Le Premier Ministre vous envoie ses salutations les plus sincères, tant à l'ami qu'à l'homme qu'il sait être non seulement un digne fils du Nigéria mais également un digne fils du Vanuatu. Nous nous rappelons que le titre honoraire de "chef" vous a été octroyé, lors d'une cérémonie coutumière, au cours de la visite que vous avez faite au Vanuatu en 1985 en tant que président du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid. Ainsi, la fierté et la joie du Nigéria à l'occasion de votre élection sont partagées par le Vanuatu.

Je m'abstiendrai, par souci de brièveté, de répéter les nombreuses paroles d'éloge qui vous ont déjà été adressées à propos de votre expérience et de votre habileté diplomatique. Je me contenterai de m'associer, ainsi que ma délégation, à ces paroles et aux sentiments qu'elles expriment. Nous préférons attirer l'attention sur quatre mots, que ceux qui ont le privilège de vous connaître personnellement trouvent des plus appropriés pour vous décrire. Ces quatre mots sont : sincérité, courage, dignité et intégrité. Ces quatre qualités font de vous non seulement un digne fils de votre pays et de l'Afrique, mais également de tous ceux qui chérissent ces vertus.

Nous nous associons à l'hommage rendu au Groupe des Etats africains, tout particulièrement aux Gouvernements du Cameroun et de l'Egypte, par le Ministre des affaires étrangères du Nigéria, lorsqu'il s'est adressé à l'Assemblée générale et a exprimé sa reconnaissance pour le consensus africain qui a conduit à votre élection. En outre, nous nous associons aux paroles très émouvantes de gratitude

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

que nous vous avons entendu adresser à notre cher ami et frère, M. Paul Bamela Engo, Représentant permanent du Cameroun. Ce que vous avez exprimé à cette occasion, Monsieur le Président, et à quoi nous nous associons, va bien au-delà des sentiments habituels.

Nous souhaitons la bienvenue au Sous-Secrétaire général, M. Ronald I. Spiers, un éminent diplomate, à son nouveau poste et nous lui souhaitons tout le succès possible. Nous félicitons également votre prédécesseur, M. Dante Caputo, ancien ministre des affaires étrangères de l'Argentine, pour une tâche dont il s'est extrêmement bien acquitté. Sa présidence a coïncidé avec certains événements historiques qui ont contribué à l'établissement d'une nouvelle atmosphère, dont nous devons tirer profit dans nos efforts pour renforcer les Nations Unies et les perspectives de justice et d'une paix durable dans le monde.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

Il est indéniable que le climat international actuel est bien meilleur qu'il l'a jamais été pendant toute la vie de la plupart de ceux qui habitent maintenant sur cette planète. Nous avons maintenant la possibilité de franchir enfin le seuil au-delà duquel l'humanité ne pourra plus être détruite intentionnellement sous l'effet d'un conflit nucléaire entre les deux superpuissances, et avec elle, la vie telle que nous la connaissons. Néanmoins, de nombreux problèmes graves continuent d'affliger l'humanité, et nous sommes convaincus que la sincérité, le courage, la dignité et l'intégrité restent des qualités essentielles pour établir et préserver la justice, la paix et un monde meilleur pour chaque homme, femme et enfant dans tous les coins du monde.

Nous saluons et applaudissons la nouvelle ouverture, le respect mutuel et l'atmosphère généralement plus amicale qui caractérisent les relations actuelles entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Cependant, nous ne serions pas fidèles à nous-mêmes ni à l'histoire si nous oubliions qu'une partie importante des fléaux infligés à l'humanité ne découle pas des antagonismes intervenus après la seconde guerre mondiale entre ces deux grands pays mais plutôt de contradictions et de torts anciens qui ont précédé la guerre froide et qui révèlent les imperfections de l'espèce humaine ainsi que des diverses institutions que nous avons créées.

Un observateur avisé a un jour fait remarquer : "Le fol orgueil de l'homme est souvent imité par la vie." Ainsi, tandis que certains se précipitaient de manière effrénée pour mettre au point et déployer des armes de destruction massive toujours plus perfectionnées et plus puissantes, la nature faisait preuve à intervalles réguliers que, si c'était là ce que nous souhaitions, elle pouvait aller plus loin que l'humanité en déchaînant les ouragans, les cyclones, les tremblements de terre, les inondations et les sécheresses qui nous ont donné plus que notre lot de morts et de dévastations. Tandis que certains faisaient des expériences pour mettre au point des armes silencieuses, telles que les agents chimiques et bactériologiques, la nature nous donnait plus que son compte de maladies contagieuses pour satisfaire tout désir que nous pourrions avoir d'infliger peines et souffrances à d'autres êtres humains. Tandis que certains consommaient de manière obsessive et avec une ferveur hédoniste des drogues susceptibles de créer une toxicomanie, la nature révélait qu'en fin de compte les consommateurs étaient eux-mêmes consommés par leur obsession. Tandis que certains se précipitaient égoïstement pour bâtir des temples consacrés à l'idolâtrie païenne des richesses matérielles, en faisant peu de cas du

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

bien-être futur de notre planète, la nature répondait aux violations répétées de notre environnement de la seule manière possible, en révélant combien les ressources naturelles étaient rares et combien était fragile sa capacité de soutenir la vie. Tandis que certains déployaient leur énergie dans des efforts irréfléchis pour avilir les autres êtres humains, simplement en raison de différences de pigmentation de la peau, de convictions religieuses, de nuances culturelles, de langue ou de sexe, la nature montrait à maintes reprises que, si nous ne pouvons maintenant être unis dans la vie, nous serons certainement unis pour toujours dans la mort.

Il est temps que nous comprenions tous que si l'un d'entre nous n'a pas d'avenir, personne n'en aura. Ainsi, le Ministre des affaires étrangères des Philippines, M. Raul S. Manglapus, parlait pour nous tous et non seulement pour les pauvres de son pays lorsque, le 27 septembre 1989, il nous rappelait si éloquemment que :

> "Aujourd'hui un être humain naît non seulement avec le péché originel mais également avec la dette originelle." (A/44/PV.9, p. 38)

Cette terrible réalité, confirmée par le fait que le monde en développement doit maintenant au monde développé plus de 1,3 milliard de dollars, laisse présager un avenir sans espoir pour la plupart des peuples du monde. En outre, cette dette, qui a déjà atteint des proportions excessives, ne cesse de croître et aucune issue ne semble en vue.

Il serait extrêmement difficile de rappeler une récente réunion internationale qui n'ait pas attaché une attention prioritaire à la crise de la dette et autres aspects d'un appel général en faveur de la justice économique. Il y a certains signes encourageants qui révèlent que l'urgence du message commence finalement à être comprise. Néanmoins, chaque jour qui passe, sans que la communauté internationale trouve une solution globale à ce problème, rapproche les pays en développement du gouffre économique et d'une apocalypse sociale potentiellement dévastatrice.

Tous les fléaux économiques affligeant les pays en développement ne découlent pas des actions ou de l'absence d'action du monde développé. Bien sûr, les pays en développement doivent assumer une partie équitable de leurs responsabilités quant au malaise général qui existe dans beaucoup de leurs propres économies. Cependant, la détérioration des termes de l'échange, caractérisée par la baisse sensible des

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

prix des produits de base, les courants inverses de capitaux et les pressions protectionnistes accrues ont poussé la plupart des pays à faire des appels d'une extrême urgence à la justice économique internationale.

Une plus grande responsabilité fiscale et une plus grande modération sont nécessaires, mais certainement pas au détriment de ceux qui sont les plus défavorisés dans les divers pays en développement. Cela ne serait pas seulement de la mauvaise politique mais également immoral.

Curieusement, ceux qui sont parmi les premiers à conseiller l'adoption de compressions fiscales sévères dans les secteurs sociaux des pays en développement sont souvent parmi les derniers à adopter eux-mêmes des contraintes moins sévères quand il s'agit de dépenses militaires afin de trouver de nouvelles méthodes de mort et de destruction. Les pays en développement ont généralement des difficultés à obtenir les crédits économiques suffisants pour mettre au point leur infrastructure sociale. Néanmoins, les mêmes pays obtiennent habituellement plus facilement les crédits économiques pour alimenter des dépenses militaires excessives.

Tandis que certains pays consacraient des ressources considérables et leur énergie à l'établissement et au maintien de défenses militaires raffinées contre des ennemis extérieurs réels et imaginaires, un de nos ennemis des plus difficiles à maîtriser et des plus insidieux était également à l'oeuvre. Cet ennemi s'est assuré une capacité de nous menacer tous, quelles que soient notre importance, nos richesses, notre puissance ou nos convictions.

Cet ennemi ne connaît ni frontières internationales, ni législation, ni limites raisonnables. Cet ennemi est aussi brutal, aussi dépourvu de principes et aussi immoral que l'était un ennemi antérieur - le trafic international d'êtres humains connu sous le nom de traite des esclaves. Aujourd'hui, l'ennemi, le trafic international de stupéfiants, pose une menace franche et actuelle à la société civilisée contemporaine. Quand il ne peut séduire, il s'efforce de corrompre; quand il ne peut corrompre, il s'efforce d'intimider; quand il ne peut intimider, il s'efforce de tuer et de détruire.

Ceux qui participent à ce trafic ne méritent aucune compassion ni aucune pitié. Ils sont le mal incarné et ils doivent être attaqués avec tous les moyens dont nous disposons, comme les marchands d'esclaves des générations antérieures ont été attaqués par les gens de bien et les gouvernements et institutions civilisés,

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

de même que ceux qui, plus tard, ont pratiqué le génocide ont été attaqués par la communauté internationale pendant la seconde guerre mondiale et, ensuite, condamnés pour toujours par des tribunaux internationaux parce qu'ils avaient commis des crimes contre l'humanité.

Aujourd'hui, le courage du Gouvernement et du peuple de la Colombie nous présente un défi historique. Si nous ne réussissons pas à relever ce défi, si nous laissons la Colombie lutter seule contre le mal, nous aurons écrit l'épitaphe de la civilisation moderne. Le message que le Président de la Colombie, M. Virgilio Barco, a prononcé le 29 septembre 1989 devant l'Assemblée générale nous a tous poussés à nous lever à l'unisson et à applaudir. Que ce message nous amène également à lutter à l'unisson pour l'avenir de nos peuples respectifs, pour l'avenir de nos enfants.

Un jeune dramaturge, élevé dans une partie de la ville hôte qui a récemment fait parler d'elle, a rédigé une oeuvre qui est frappante par ses similarités avec un événement tragique survenu dans son ancien quartier. Sa pièce a pour intrigue principale un acte de violence raciale insensée et expose les vives émotions des personnages. A la fin de la pièce, un badaud qui a vu sans réagir la victime noire se faire battre à mort est surpris par la réaction de son amie.

Afin de se disculper, il s'exclame :

"La vie est brève. Le passé est le passé. Préoccupons-nous de nous-mêmes. De toute façon, quand la bombe frappera, nous allons tous mourir."

Et, à juste titre, elle rétorque :

"Le monde ne va pas finir avec une bombe. Le monde va finir parce que des gens comme vous n'auront pas su réagir."

Une semaine après le début des répétitions, un assassinat tragique, et qui a fait les manchettes des journaux, s'est produit dans la communauté où l'auteur avait été élevé et où l'action de la pièce se déroulait. Le thème de la pièce aurait pu aussi bien être l'inaction de la communauté internationale devant le trafic des stupéfiants. Il aurait pu tout aussi bien être la manière dont le monde est resté les bras croisés devant la désintégration violente du Liban. Il aurait tout aussi bien pu être l'attitude de ceux qui sont restés les bras croisés devant l'Intifada dans les territoires occupés de Palestine.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

Le thème de la pièce aurait tout aussi bien pu concerner ceux qui se sont contentés d'être des spectateurs chaque fois que le peuple de l'Afrique du Sud a montré qu'il en avait plus qu'assez de l'apartheid. Ce thème aurait tout aussi bien pu concerner ceux qui ont choisi d'être des spectateurs lorsque le peuple de la Namibie, le peuple de la Nouvelle-Calédonie ou les peuples d'autres territoires non autonomes ont décidé de revendiquer leur propre identité, leur propre souveraineté et leur propre avenir.

A cet égard, nous prenons note de l'appel particulièrement émouvant lancé à la communauté internationale par M. Joao de Deus Pinheiro, Ministre des affaires étrangères du Portugal, pour qu'elle ne reste pas indifférente à la situation du Timor oriental. Le Gouvernement et le peuple de Vanuatu ne seront jamais indifférents à la situation du Timor oriental, du Sahara occidental ou d'autres petits territoires, que certains ont tendance à oublier lorsqu'ils se prononcent sur l'état actuel des relations internationales. Pour nous, le monde n'aura pas progressé autant que nous le souhaitons tant que les peuples de ces petits territoires n'auront pas le droit d'exprimer librement leur volonté et de choisir la voie dans laquelle ils s'engageront respectivement pour construire leur avenir.

Plus près des rivages de Vanuatu, le peuple de la Nouvelle-Calédonie et le Gouvernement français se sont engagés dans une initiative ingénieuse qui pourrait servir de cadre à l'exercice véritable, par la population, de son droit à l'autodétermination et apporter une solution juste et durable au problème qui se pose à ce territoire du Pacifique Sud dont l'histoire est émaillée de périodes troublées. Nous continuons d'appuyer la prompte accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance conformément aux aspirations légitimes du peuple colonisé de la Nouvelle-Calédonie.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés continuent de penser que le processus de décolonisation constitue une priorité internationale importante. A la neuvième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Belgrade, en Yougoslavie, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont réitéré et réaffirmé leur attachement au processus grâce auquel la plupart des pays représentés ici aujourd'hui ont accédé à leur indépendance politique. Quant à la question de la Nouvelle-Calédonie, ils ont

"demandé instamment que la question ... continue d'être activement examinée à l'Organisation des Nations Unies jusqu'à ce que les conditions nécessaires à

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

l'exercice d'un acte d'autodétermination internationalement acceptable, conformément aux principes et aux pratiques en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, soient remplies."

Le dialogue, qui est un processus d'importance capitale, a permis le rétablissement de la paix et le retour au calme dans le domaine politique en Nouvelle-Calédonie. En tant que pays voisin, le Vanuatu applaudit les mesures prises pour mettre fin à la violence et rétablir l'ancien ordre social. Nous continuerons d'appuyer le processus en cours en Nouvelle-Calédonie tant que le peuple néo-calédonien continuera d'oeuvrer dans ce cadre, car nous estimons que ce processus favorise l'évolution politique de ce pays.

Nous sommes reconnaissants à la communauté internationale d'avoir fait preuve de compréhension et de nous avoir manifesté son appui à ce sujet. Nous savons qu'il n'est pas toujours facile de comprendre toutes les nuances que comportent les appels à la justice lancés par le peuple d'un petit territoire dans une région lointaine. Nous savons aussi qu'il n'est pas toujours facile pour une grande puissance - en raison d'autres contraintes et limitations - de répondre positivement à ces appels. La France a fait preuve d'une noblesse rare, de courage et de compassion en prêtant l'oreille aux griefs du peuple de Nouvelle-Calédonie et en présentant de nouvelles initiatives audacieuses pour essayer d'y répondre.

Rien ne nous plairait davantage que de pouvoir croire que le Gouvernement de l'Afrique du Sud veut maintenant donner la preuve de sa noblesse, de son courage et de sa compassion en respectant ses divers engagements, notamment ceux de promouvoir la décolonisation de la Namibie et de contribuer à l'avènement d'une Afrique du Sud nouvelle, fondée sur l'honnêteté, la justice et l'égalité. Néanmoins, nous partageons le scepticisme de ceux qui doutent de la sincérité des dirigeants actuels de Pretoria.

La Namibie avance sur la voie de l'indépendance malgré les nombreux obstacles érigés par le régime d'apartheid. Nous nous réjouissons de la perspective de voir une Namibie indépendante occuper la place qui lui revient dans la communauté des nations. Toutefois, le reste du monde doit s'assurer que l'Afrique du Sud respecte ses engagements - tous ses engagements - et pas seulement ceux qu'il lui plaît de respecter.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud elle-même, il est clair que l'apartheid est condamné. Cette doctrine discréditée de supériorité raciale a été répudiée par

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

tous, sauf par ceux qui, par le coeur et l'esprit, en sont restés aux premières décennies du XIXe siècle, quand devenir propriétaire d'un être humain était un moyen socialement acceptable d'acquérir richesse et pouvoir.

Aujourd'hui, ceux qui ont emprisonné Nelson Mandela s'aperçoivent qu'il est plus libre dans sa prison que ne le sont ses geôliers. Sa liberté est la liberté que donnent une dignité qui ne peut pas être diminuée, une volonté qui ne peut pas être brisée, une conscience qui ne peut pas transiger. La prison de ses geôliers est la prison morale de ceux qui ne sont mus par rien d'autre que la cupidité et la haine.

Ceux qui gouvernent l'Afrique du Sud ont tenté l'impossible. Ils ont tenté d'emprisonner indéfiniment un pays tout entier. Cette répression peut réussir temporairement, mais l'histoire nous enseigne que de tels succès sont toujours de courte durée. Aujourd'hui, la plus grande évasion de l'histoire est en train de se produire. Bientôt, l'Afrique du Sud sera libre, et le peuple tout entier de ce pays pourra partager ses richesses et construire son avenir.

Le cyclone Hugo qui s'est abattu récemment sur les côtes orientales des Caraïbes et sur certaines régions des Etats-Unis a ajouté son nom à la longue liste de catastrophes naturelles qui continuent de frapper l'humanité. Nous présentons nos condoléances les plus sincères aux victimes du cyclone Hugo et nous nous associons aux appels lancés pour la fourniture immédiate et à long terme d'une assistance qui permettra de reconstruire ce qui a été détruit.

Pour horribles qu'aient été les ravages de ce cyclone, nous ne pouvons nous empêcher de constater que, pour une raison incompréhensible, l'humanité s'efforce encore d'égaler, voire de surpasser la nature dans ses capacités destructrices. La folie de l'humanité semble ne pas avoir de limites.

C'est ainsi que, tandis que nous pleurons les victimes du cyclone Hugo, les essais nucléaires se poursuivent dans le Pacifique Sud. Pourquoi? Nous ne comprenons pas. Toutes les délégations qui ont participé au débat général ont parlé de la nouvelle atmosphère internationale positive et des meilleures perspectives de paix mondiale. Pourquoi alors les peuples du Pacifique Sud doivent-ils continuer de voir leur environnement violé par les essais d'armes nucléaires? Pour quel conflit ces armes sont-elles nécessaires? Contre qui les peuples épris de paix du Pacifique ont-ils péché? Pourquoi nos terres, nos eaux et nos cieux doivent-ils être utilisés pour expérimenter des armes que les peuples

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Van Lierop (Vanuatu)

d'aucune autre région ne veulent expérimenter sur leurs terres, dans leurs eaux ou dans leurs cieux?

Nous avons été heureux d'entendre certains exprimer leur inquiétude en ce qui concerne l'environnement, mais nous avons décelé beaucoup d'ironie dans ces expressions de préoccupation. Nous attendons que de nouvelles voix s'associent à notre appel pour qu'il soit mis fin aux essais nucléaires dans notre environnement. Nous attendons que de nouvelles voix s'associent à notre appel pour qu'il soit mis fin au déversement de matières toxiques dans notre environnement. Nous attendons que de nouvelles voix s'associent à notre appel pour qu'il soit mis fin immédiatement à la pêche au filet flottant qui ravage notre écologie marine. Nous attendons que de nouvelles voix s'associent à notre appel pour que l'on répartisse d'une façon plus équitable et universelle les ressources qui ont déjà été extraites de la Terre.

Nous continuerons d'élever la voix et d'exprimer nos profondes préoccupations écologiques. Nous le ferons, non pas parce que nous voulons rester dans le vent ou parce qu'on a récemment pris conscience de la fragilité du fil qui maintient la vie sur notre planète, mais parce que nous respectons traditionnellement l'équilibre particulièrement précaire de la vie dans ce que nous appelons notre environnement. Nous le ferons parce que nous nous préoccupons de l'avenir et que nous savons que nos enfants et les enfants de nos enfants n'auront pas d'autre lieu où aller sinon les quatre coins de la Terre. Nous le ferons parce que nous ne voulons pas que notre monde finisse par suite de l'inaction - ou de l'action insuffisante - d'un trop grand nombre d'entre nous quand il y a tant à faire.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Vanuatu, et je le prierai de faire savoir au Premier Ministre que j'accepte avec humilité et gratitude le message aimable qu'il m'a fait transmettre.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais informer l'Assemblée que le point 156, intitulé "Aide d'urgence à Antigua-et-Barbuda, à la Dominique, aux îles Vierges britanniques, à Montserrat et à Saint-Kitts-et-Nevis" que l'Assemblée a décidé d'examiner en priorité, sera étudié en tant que deuxième point de l'ordre du jour le jeudi 12 octobre, dans l'après-midi.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. CARTER (Bahamas) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je suis heureux de vous féliciter chaleureusement de votre élection à la présidence de l'Assemblée. Les Bahamas sont certaines que votre vaste expérience et votre compétence de diplomate éminent faciliteront vos travaux à la présente session et en assureront le succès.

Qu'il me soit permis également d'exprimer notre profonde reconnaissance à votre prédécesseur, Monsieur Dante Caputo, ancien Ministre des affaires étrangères de l'Argentine, pour la manière exceptionnelle dont il a présidé nos délibérations à la quarante-troisième session.

Le Secrétaire général est depuis toujours un champion inlassable de la paix, et nous devons une grande part des succès que nous avons remportés depuis la dernière session à sa direction expérimentée. Nous le félicitons chaleureusement des efforts remarquables qu'il a déployés au cours de l'année écoulée.

Je prends la parole devant cette instance deux mois à peine après que l'ouragan Hugo s'est abattu avec violence sur nos voisins des Caraïbes orientales et le long de la frontière sud-est du pays hôte. Je voudrais, au nom du Gouvernement et du peuple des Bahamas, exprimer nos sentiments de vive sympathie aux pays qui ont subi des pertes humaines et des dommages financiers importants. Nous demandons à la communauté internationale d'apporter toute l'assistance possible, en particulier aux petits Etats des Caraïbes qui ont subi des dommages considérables jusque dans les fondements mêmes de leur existence économique.

Nous sommes maintenant en 1989, dernière année de la décennie des années 80. Les affaires humaines se trouvent à une croisée des chemins importante, et nous

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

devons à la fois réfléchir sur les succès et les insuccès des années 80 et nous tourner vers les défis des années 90 avec un optimisme qui, pour limité ou prudent qu'il soit, est justifié. Il est apparu, lors de la quarante-troisième session de l'Assemblée, que nous étions à l'aube d'une nouvelle ère d'espoir et de coopération, laquelle suscitait un nouvel enthousiasme pour la raison d'être de notre organisation. Avec cette nouvelle ère d'espoir il y a eu aussi un renouveau du prestige, de la crédibilité des Nations Unies, et de la confiance en leur efficacité.

L'allégement des tensions entre les superpuissances et les progrès internationaux continus enregistrés vers la réduction des arsenaux militaires en Europe justifient également ce regain d'optimisme.

Les progrès réalisés dans les négociations et les efforts intensifiés qui s'y poursuivent pourraient conduire à une solution pacifique des différends en Amérique centrale, en Angola, en Afghanistan, au Kampuchea et du différend entre l'Iran et l'Iraq. Les Bahamas applaudissent au progrès enregistré en Namibie et attendent avec intérêt le jour où nous pourrons l'accueillir au sein de la communauté des nations.

La nouvelle Convention internationale contre le trafic des stupéfiants et les substances psychotropes, adoptée en décembre 1988, représente elle aussi un succès important. Notre organisation a également reçu des marques d'estime publiques, le 29 septembre 1988, lorsqu'elle a reçu le prix Nobel de la paix pour ses opérations de maintien de la paix. Depuis lors, deux nouvelles forces des Nations Unies ont été dépêchées pour contrôler l'application d'accords de cessez-le-feu en Afghanistan et le long de la frontière entre l'Iran et l'Iraq. Une autre force de maintien de la paix a été organisée pour la Namibie, et on prépare, maintenant, une autre mission de vérification pour l'Amérique centrale.

En dépit de ces louables succès, la communauté mondiale connaît encore certaines déceptions. L'ordre du jour de notre organisation s'allonge donc de plus en plus avec, naturellement, des demandes correspondantes qui pèsent de plus en plus sur ses ressources déjà rares.

La prolifération des armes nucléaires menace le monde d'anéantissement. En outre, le recours aux armes classiques limite également les ressources déjà limitées consacrées au bien-être social, particulièrement dans une majorité de pays

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

en développement. Il appartient donc aux gouvernements responsables d'appliquer des mesures qualitatives aux facteurs politiques qui déterminent leur politique en matière d'armements.*

Les Bahamas sont au nombre des Etats qui ont été déçus de constater qu'il n'a pas été possible d'enregistrer des progrès plus importants lors de la dernière session de la Commission du désarmement. Néanmoins, nous nous réjouissons des faibles progrès accomplis et nous espérons que cette approche par étapes sera plus fructueuse à l'avenir. C'est pour cette raison que les Bahamas se sont jointes aux Etats qui ont demandé la convocation d'une conférence d'examen qui serait chargée de convertir le Traité d'interdiction partielle des essais actuel en un traité d'interdiction complète des essais, et se félicitent de la convocation, pour 1990, de la quatrième conférence des parties chargées de l'examen du traité. Les Bahamas sont encouragées par les déclarations prononcées, dans le cadre de ce débat, par le Président des Etats-Unis d'Amérique et par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique en ce qui concerne les armes chimiques et espèrent que la communauté internationale apportera l'appui nécessaire à l'élimination totale de ces armes qui sont d'emploi aveugle et ont des effets extrêmement dévastateurs.

Beaucoup de pays continuent d'être confrontés à des problèmes économiques très graves et doivent, par conséquent, faire face à la menace de la pauvreté, du protectionnisme restrictif, du fardeau écrasant de la dette et de la chute des prix des produits de base. L'état actuel de l'économie mondiale témoigne de la nécessité urgente d'entamer un dialogue et d'adopter une approche intégrée pour résoudre les problèmes qui divisent le Nord et le Sud, ce qui permettrait aux pays en développement de passer de l'ajustement au développement.

Par conséquent, les Bahamas espèrent que la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la coopération économique internationale sera couronnée de succès. La session extraordinaire sera l'occasion de faire le bilan des changements intervenus pendant les années 80 alors que nous essaierons de nous concerter sur les principes devant guider notre action pendant et après les années 90. Cela garantira une stratégie internationale du développement globale et pratique pour la quatrième Décennie internationale du développement. Les Bahamas

---

* M. Jaya (Brunéi Darussalam), Vice-Président, assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

voudraient que les conséquences sociales de l'environnement économique négatif actuel soient prises en considération dans la stratégie internationale du développement.

Nous croyons en particulier que les Nations Unie devraient entreprendre un examen direct et global du sort de millions d'êtres humains du monde en développement qui, à cause de la pauvreté et de la faim, se voient obligés de risquer leur vie même dans la recherche, en terre étrangère, des biens de première nécessité dont ils ont besoin pour survivre. La plupart du temps, cet exode se déroule d'un pays en développement vers un autre pays en développement. Ces personnes ne bénéficient pas de l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ni ne relèvent des accords régissant la situation des travailleurs migrants. Les personnes qui émigrent pour des raisons économiques ne peuvent invoquer l'assistance accordée aux réfugiés politiques et les pays où elles arrivent ne peuvent pas non plus compter sur la solidarité internationale pour alléger le fardeau économique et social que cette migration leur impose. Il s'impose de toute urgence que la communauté internationale s'occupe de cette question critique. Dans la mesure du possible, la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie du développement devrait contenir des mesures de coopération concrètes pour venir en aide à ceux qui sont obligés d'émigrer pour des raisons économiques de même qu'aux pays en développement qui doivent faire face à ce problème.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

Je voudrais maintenant attirer l'attention de l'Assemblée sur le sort de notre voisin des Caraïbes, la République de Haïti, dont le peuple a entrepris une lutte courageuse pour se libérer de siècles de privation économique et sociale, tout en cherchant en même temps à mettre en place les institutions démocratiques nécessaires à une stabilité plus grande. Il est donc particulièrement urgent que les organisations internationales et les pays donateurs appuient les aspirations du peuple haïtien en rétablissant et en augmentant l'assistance technique et l'aide financière à cette nation.

En ce qui concerne l'Amérique centrale, l'engagement des gouvernements de la région de rechercher une paix ferme et durable dans cette partie du monde, comme l'a démontré la Déclaration de Tela du 7 août 1989, nous a encouragés. Les Bahamas demandent à tous les Etats de s'abstenir de toute activité qui limiterait ou ferait échouer ces efforts de paix et qui pourrait exacerber le conflit. Nous sommes particulièrement conscients du fait que, alors que la région doit résoudre ses propres problèmes, à l'abri de toute menace d'ingérence étrangère, la communauté internationale devrait aussi apporter toute l'assistance morale et matérielle possible au processus de paix et fournir l'assistance économique nécessaire à ceux qui ont subi les ravages de plusieurs années de guerre.

Mon gouvernement tient à ce que le procès-verbal fasse état de sa déclaration de solidarité avec le peuple panaméen dans ses efforts pour mettre en place un gouvernement démocratiquement élu dans la République de Panama. Les Bahamas appuient fermement la déclaration de l'Organisation des Etats américains selon laquelle la solution des problèmes panaméens est du ressort exclusif des Panaméens et suivant laquelle aussi dans la solution de la crise panaméenne, le respect des principes démocratiques doit être assuré par le libre exercice de la souveraineté et de l'autodétermination du peuple panaméen.

En fait, les Bahamas affirment le droit de tous les Etats de notre région de vivre en paix et à l'intérieur de frontières sûres. Nous demandons instamment à tous de reconnaître et de respecter les droits territoriaux souverains de tous les Etats de la région, y compris Belize et le Guyana.

La paix au Moyen-Orient continue de nous échapper. Alors que les Bahamas réaffirment leur appui au droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, elles réitèrent aussi leur soutien au droit des Palestiniens à

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

leur propre Etat. La question de Palestine n'est qu'un élément de la situation complexe qui règne au Moyen-Orient. Les problèmes du Liban réclament également une solution.

Pour que la communauté des nations puisse survivre et pour que l'ordre puisse y régner, il faut que les principes et les normes énoncés par cette communauté soient acceptés et appuyés. Ces normes en matière de respect des droits de l'homme sont esquissées de manière succincte dans la Charte des Nations Unies et sont élaborées davantage dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quand un gouvernement permet et commet des actes cyniques et des atrocités contre ses propres citoyens, ses actions ont des répercussions au-delà des frontières nationales et défient les principes les plus fondamentaux de la communauté internationale. Les Bahamas estiment que, dans de tels cas, les droits de l'homme deviennent un sujet légitime de préoccupation pour la communauté internationale. Le citoyen doit alors chercher recours auprès de la communauté des nations.

C'est dans le contexte de la violation des droits de l'homme que je désire maintenant parler de la situation en Afrique du Sud. Tout en se félicitant des progrès accomplis en Namibie et en Angola, les Bahamas sont profondément préoccupées par le système d'apartheid qui prospère encore en Afrique du Sud. En outre, le droit de vote politique racialement restreint atteste encore davantage des abus auxquels le Gouvernement sud-africain continue de soumettre la majorité du peuple d'Afrique du Sud.

Les Bahamas sont convaincues que la communauté internationale n'a pas encore épuisé les stratégies visant à faire efficacement pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle démantèle l'apartheid. C'est pourquoi nous apportons notre appui à la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la politique d'apartheid prévue pour le mois de décembre. Nous partageons l'opinion selon laquelle l'imposition de sanctions globales obligatoires constitue le moyen le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour obliger l'Afrique du Sud à mettre fin à l'abominable système de l'apartheid.

L'abus et le trafic des stupéfiants et des substances psychotropes, qui sèment le chaos dans les sociétés, bouleversent les économies et menacent la sécurité des nations du monde entier, continuent de représenter l'un des défis les plus redoutables auxquels doit faire face l'humanité. Des efforts énormes ont été

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

déployés pour contenir la vague de commerce illicite des stupéfiants. On n'y a cependant pas encore mis fin, et la demande n'a pas diminué non plus en ce qui les concerne.

Le Premier Ministre des Bahamas, le très honorable sir Lynden O. Pindling, dans une déclaration au bureau de Washington du Los Angeles Times, le 28 septembre 1989, en faisant allusion à certaines des causes éventuelles de cette situation, a dit :

"Les petites rivalités des forces du maintien de l'ordre gênaient la guerre contre les stupéfiants; des politiciens irresponsables l'ont égoïstement politisée, et l'on a permis l'apparition de cartels criminels à un point tel qu'ils tiennent tête aux autorités d'un gouvernement démocratiquement élu en faisant appel au terrorisme généralisé."

Victimes des mêmes conditions géographiques qui font qu'ils sont pris entre les nations productrices de stupéfiants au sud et les grands marchés de consommateurs au nord, les Bahamas et leurs voisins des Caraïbes ont ressenti vivement l'impact de la menace des stupéfiants. Notre région des Caraïbes se range parmi celles où passent les routes de transit les plus fréquentées du commerce illicite des stupéfiants. Le Premier Ministre a résumé la position singulière des Bahamas en tant qu'Etat de transit en observant que :

"Nous sentons battre le pouls du commerce des stupéfiants, nous connaissons les méthodes et les capacités de ses producteurs et les exigences et les tactiques de ses consommateurs."

En outre, en tant qu'Etat de transit, les Bahamas n'ont pas la possibilité de se retirer de la scène de la guerre. C'est pourquoi nous avons tenu bon et nous nous sommes battus, parfois seuls, parfois en collaboration étroite avec nos voisins. Nous sommes conscients, toutefois, que c'est en unissant nos efforts que nous obtiendrons les meilleurs résultats et nous souscrivons fermement au principe de la responsabilité collective pour faire face à la menace de la drogue, de plus en plus reconnue sur le plan international.

Ce principe est étroitement lié aux dispositions de la Convention internationale adoptée récemment contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes. Les Bahamas sont fières d'être le pays qui a entamé le processus de ratification de cet instrument important et qui a commencé à incorporer la Convention dans sa législation nationale et dans ses efforts de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Carter (Bahamas)

coopération bilatérale, régionale et internationale. Nous demandons instamment à tous les gouvernements signataires de la Convention de la ratifier rapidement pour qu'on puisse l'incorporer dans l'arsenal international de la lutte contre la drogue.

Les Bahamas reconnaissent les efforts considérables des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants, notamment en ce qui concerne la fixation de normes, et les en félicitent. Les Bahamas sont d'avis que, néanmoins, les Nations Unies devraient avoir le courage d'aller plus loin. Comme le Premier Ministre des Bahamas l'a dit dans sa récente allocution :

"Le moment est venu pour qu'une force multilatérale sous les auspices des Nations Unies porte toute son attention sur l'élimination des stupéfiants et assiste les pays qui cherchent de l'aide à des conditions qu'ils soient en mesure d'accepter. Etant donné l'augmentation du narcoterrorisme et les capacités paramilitaires des producteurs pour défendre leurs champs d'opium, de coca et de marijuana, ainsi que les laboratoires où on les fabrique, il faudrait qu'il existe un organisme international auquel on puisse s'adresser pour obtenir de l'aide."

De nombreux pays ici présents ont certainement déjà envisagé cette possibilité. Certains, comme les Etats de la Communauté des Caraïbes, à l'initiative de la Jamaïque, ont énoncé cette possibilité et l'on inscrite à l'ordre du jour de la communauté internationale. De toute évidence, la proposition présente à la fois un défi et un dilemme. En effet, comme l'a reconnu le Premier Ministre des Bahamas :

"Les implications et les conséquences politiques d'une intervention militaire de l'extérieur contre les rois de la drogue dans les pays producteurs placent ces gouvernements dans la position intenable d'avoir à choisir entre accepter l'aide d'un ami en livrant une guerre d'élimination effective à un ennemi mortel, et risquer leur mandat politique de gouverner, alors que les gangs de la drogue exploitent les sentiments nationalistes pour les dresser contre l'intervention des grandes puissances."

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mr. Carter (Bahamas)

Pour faire face aux difficultés évidentes que soulève ce problème, le Premier Ministre prévient que si des troupes sont nécessaires, les gouvernements devraient seuls avoir le droit de déterminer les effectifs et la composition d'une force multilatérale s'ils souhaitent en déployer une aux côtés de leurs propres troupes, et de déterminer également la durée et le mandat de ces forces.

Le Premier Ministre a envisagé également qu'un fonds d'éradication spécial pourrait être établi pour financer les effectifs, le matériel, l'appui technique, l'aide à la réinstallation et les programmes de substitution des récoltes pour la population locale dans les zones d'éradication. Nous reconnaissons que l'expérience et l'expertise du Fonds des Nations Unies pour le contrôle de l'abus des stupéfiants et d'autres organes des Nations Unies chargés du contrôle des stupéfiants, ainsi que des organismes et organisations internationales concernés en matière de contrôle de l'abus des stupéfiants seraient d'une valeur inestimable pour ce fonds. Le Premier Ministre envisage également un bureau des Nations Unies pour la lutte contre les stupéfiants, pour renforcer, et non pas pour remplacer, l'action des pays producteurs.

Les Bahamas se félicitent de ces propositions ainsi que de la proposition d'établir une cour pénale internationale pour les délits liés aux stupéfiants et autres délits transfrontière, sachant que si ces propositions sont appliquées, le système sera mieux à même de faire face à la menace des stupéfiants.

C'est dans ce même ordre d'idées qu'au début de 1988 les Bahamas se sont jointes au Congrès des Etats-Unis d'Amérique et à la Colombie pour demander une réunion des chefs de gouvernement à l'échelle de l'hémisphère en vue de coordonner les réactions nationales destinées à faire cesser les agissements des trafiquants de stupéfiants en Amérique. Le Président des Etats-Unis a répondu à cet appel à une réunion de chefs de gouvernement des pays les plus affectés par le trafic de stupéfiants.

Dans un petit Etat qui est systématiquement la victime des cartels de stupéfiants et qui doit faire face aux conséquences du trafic et de l'abus des stupéfiants, je crois que les Bahamas seraient le pays idéal pour accueillir ce conclave de chefs d'Etat de l'hémisphère, et nous l'avons fait savoir aux autres gouvernements de la région qui connaissent le même problème. Nous estimons qu'un sommet de l'hémisphère serait l'instance idéale pour élaborer une stratégie

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mr. Carter (Bahamas)

multinationale de coopération entre les Etats dans le domaine des mesures de police, du traitement, de la réhabilitation et des efforts de réduction de la demande.

Les Bahamas voudraient également souligner l'importance de la stratégie de la réduction de la demande de stupéfiants dans la guerre contre la drogue et, à cet égard, nous demandons instamment le plus grand soutien politique possible pour la conférence internationale sur la réduction de la demande que le Royaume-Uni propose de convoquer en 1990.

Bien que notre pays soit un petit pays, nous avons joué notre rôle sur la scène internationale. En présence d'un environnement mondial hostile, nous nous sommes efforcés, par une politique nationale claire et décidée, de créer une nation basée sur la stabilité, la prospérité et la paix.

Les Bahamas se préoccupent de la dégradation continue de l'environnement mondial qui, si elle n'est pas enrayée menacera la survie même de l'espèce humaine. Les polluants fabriqués par l'homme ont un effet négatif profond sur l'environnement, et l'exploitation sans restrictions des ressources limitées risquent fort de les épuiser. En outre, des catastrophes naturelles imprévisibles ont semé le chaos dans l'environnement.

Nous sommes profondément inquiets de cet état de choses, car les principales industries sur lesquelles les Bahamas basent leur développement économique, c'est-à-dire le tourisme et l'exploitation des ressources marines dépendent d'un environnement sain. Les Bahamas approuvent les efforts déployés par la communauté internationale pour préserver l'environnement pour les générations futures. Les Bahamas appuient donc pleinement la convocation de la deuxième conférence mondiale sur l'environnement et le développement prévue pour 1992.

L'année 1992 marquera également le cinquième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. L'héritage terrible de la domination coloniale de la population autochtone des Amériques et l'aberration brutale de l'esclavage qui a créé des sociétés cruellement inégales ont suscité, à juste titre, de fortes émotions dans la communauté des nations. Cependant, ces émotions ne devraient pas nous empêcher de reconnaître l'énergie et la soif de connaissances qui ont inspiré Christophe Colomb et d'autres explorateurs marins du XVe siècle. Mon gouvernement est convaincu que l'anniversaire de l'arrivée de Chistophe Colomb dans cet

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Mr. Carter (Bahamas)

hémisphère, à San Salvador, dans les Bahamas, a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire qui a eu pour résultat la convergence de beaucoup de monde et de beaucoup de cultures. Aujourd'hui, les pays indépendants et fiers de l'Amérique sont un témoignage de l'universalité de l'humanité et de sa capacité de dépasser les obstacles les plus redoutables pour créer des sociétés multiraciales sans précédent ailleurs dans notre monde. Les Bahamas saisiront l'occasion de ce cinq-centième anniversaire pour réfléchir sur le passé qui est un guide précieux pour l'avenir et nous célébrerons ce que nous avons de mieux et ce que nous avons réalisé de mieux en tant que peuples des Amériques.

Nous sommes venus en tant qu'Etats Membres pour présenter à cette organisation nos problèmes communs et rechercher des solutions communes. Cependant, au moment où nous demandons aux Nations Unies d'être l'instance importante qu'elle doit être, nous pensons que sa capacité est gravement limitée par sa situation financière précaire. Tout en demandant à l'Organisation des Nations Unies de jouer un rôle très efficace, certains Etats Membres font souvent preuve d'un manque de la volonté politique nécessaire, arguant de difficultés ou de déceptions. Ils se dérobent ainsi à leurs responsabilités qui sont critiques si nous voulons que cette organisation soit viable sur le plan financier et par conséquent efficace.

La volonté politique est un facteur non seulement sur le plan financier, mais également dans le domaine des programmes et de la coordination générale du système des Nations Unies. Le double emploi dans les ordres du jour et la programmation de différents organismes a grevé des ressources déjà surutilisées. Le manque de flexibilité et l'insistance à suivre des politiques nationales au mépris total des intérêts d'autres nations sont d'autres obstacles majeurs au fonctionnement efficace et effectif des Nations Unies.

Il est évident que les défis posés par les questions que je viens de souligner ne peuvent être relevés de façon adéquate que par une collaboration et une coopération internationales continues. Les succès remportés l'an dernier montrent clairement l'utilité du multilatéralisme. A-t-on besoin de dire que les Nations Unies sont l'instance la plus indiquée pour cette coopération multilatérale?

Les Nations Unies demeurent l'organe le plus approprié pour résoudre les conflits et nos problèmes mondiaux. Les Bahamas, comme par le passé, apportent à notre organisme mondial leur plein appui, car c'est notre meilleur espoir d'assurer la paix et la sécurité de l'humanité.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. DA GRACA (Sao Tomé-et-Principe) (parle en portugais; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : Au nom de la délégation de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et en mon nom propre, j'ai l'honneur et le plaisir d'exprimer au Président nos plus chaleureuses félicitations pour son élection à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, hommage international rendu à sa grande compétence et à sa vaste expérience de diplomate et d'homme d'Etat. C'est également le témoignage de l'estime profonde que la communauté internationale a pour son pays, le Nigéria, qui joue un rôle éminent sur le continent africain. Qu'il sache que ma délégation estime de son devoir d'apporter son plein concours à ce grand fils de l'Afrique dans l'importante mission qui lui a été si justement confiée.

J'aimerais saisir cette occasion pour féliciter son prédécesseur, M. Dante Caputo, pour la manière exceptionnelle dont il a présidé la quarante-troisième session, dont les résultats hautement positifs et satisfaisants peuvent être en partie attribués à son dévouement et à son attachement aux idéaux des Nations Unies.

Je voudrais aussi exprimer mon admiration et mon respect au Secrétaire général des Nations Unies, qui s'acquitte de ses fonctions avec dévouement et dynamisme. Grâce à lui, les Nations Unies sont plus efficaces, ce qui a contribué au renforcement de leur crédibilité et de leur rôle au niveau multilatéral. Il convient de louer sa clairvoyance, ses efforts inlassables et son courage dans la recherche de solutions aux conflits régionaux qui affligent le monde.

Nous devrions oeuvrer pour que les Nations Unies deviennent un lieu privilégié pour l'analyse multilatérale, sur le plan politique, des questions cruciales auxquelles le monde et l'humanité sont confrontés.

Le fait que les grandes puissances sont maintenant d'accord pour revitaliser l'Organisation dont elles avaient fait bien peu de cas pendant si longtemps est un changement notoire et décisif créant les conditions propices qui lui permettront de réaliser tout son potentiel. Elles reconnaissent ainsi que les Nations Unies sont un instrument indispensable pour créer un monde pacifique et sûr où tous les peuples et toutes les nations peuvent rechercher ensemble des solutions aux problèmes du monde et de ses habitants.

La paix est la condition préalable nécessaire pour qu'une nation puisse devenir prospère. Sans la paix, tous les efforts pour améliorer le bien-être matériel et spirituel des hommes seraient vains.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Da Graca (Sao Tomé-et-Principe)

Ces trois dernières années, nous nous sommes engagés dans une voie très prometteuse à cet égard et nous constatons une transformation profonde et positive de la situation internationale.

L'amélioration des relations entre les deux superpuissances - relations qui sont passées d'une longue période d'affrontement et de guerre froide à l'attitude de coopération et de concorde qui les caractérise aujourd'hui - est à l'origine de cette évolution. Cette détente ne paraît pas avoir le caractère cyclique qu'elle a eu autrefois. Elle nous semble le résultat d'une manière rationnelle d'envisager les divergences entre les deux principaux systèmes du monde.

Nous devons inévitablement en conclure qu'à l'ère nucléaire les deux systèmes socio-politiques rivaux ne peuvent pas entrer en compétition par la force des armes car cela conduirait inexorablement à l'anéantissement de la race humaine.

En outre, du fait de la course débridée aux armes nucléaires et aux armes conventionnelles, les tensions politiques entre les deux blocs politiques et militaires du monde mettaient en danger l'avenir et l'équilibre économique de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de toute la communauté internationale.

La sensibilisation à cette réalité et un nouvel état d'esprit dans les domaines politique et militaire ont commencé à faire leur chemin au niveau international et à influer sur le comportement de plusieurs pays dans leur politique étrangère. C'est ainsi qu'a commencé à prendre corps une coexistence véritablement pacifique basée sur les principes du droit humanisé, c'est-à-dire donnant la priorité aux valeurs humaines universelles et non à l'idéologie.

Les premiers résultats concrets de cette tendance sont manifestes dans les progrès du désarmement et dans la priorité accordée à la solution pacifique des conflits régionaux.

La sécurité internationale et la sécurité individuelle des Etats ne peuvent être renforcées par l'accumulation d'armes. Au contraire, celle-ci ne peut que susciter une plus grande insécurité et un regain de tensions, entraînant un affrontement belliqueux inévitable. Seule la réduction des armes, dans un esprit de confiance et de coopération multiforme entre les Etats, peut sauvegarder la paix ô combien précieuse pour l'humanité.

La signature à Washington, en décembre 1987, de l'accord visant le démantèlement des missiles à moyenne et à courte portée, est un événement d'importance historique, un tournant dans les perspectives du désarmement dont tous les peuples du monde souhaitent qu'il soit général et complet. C'est l'apparition

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Da Graca (Sao Tomé-et-Principe)

d'un monde de paix où les ressources humaines et matérielles disponibles sont mises au service du progrès et du bonheur de l'humanité.

Les mesures prises attestent de la volonté politique des deux superpuissances de progresser dans la voie du désarmement. Nous espérons que ce que l'on a appelé l'esprit de Jackson Hole donnera une impulsion nouvelle aux négociations sur la réduction des armes stratégiques (START) à la Conférence de Genève et aux négociations de Vienne. Mais n'oublions pas que le désarmement nucléaire, chimique et conventionnel ne dépend pas des seules superpuissances; il faudra, pour y parvenir, la participation de tous les pays.

Nous savons que nous ne pouvons pas réellement blâmer les puissances étrangères des conflits sanglants - qu'ils soient ethniques, religieux, territoriaux, politiques, nationaux aussi bien qu'internationaux - qui embrasent les pays du tiers monde.

Il est scandaleux que des pays dépensent jusqu'à 20 % de leur budget en armements - ce qui est bien plus qu'ils ne consacrent à la santé et à l'éducation réunies - alors que 30 % de la population en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient est en butte à d'innombrables maladies ou à la sous-alimentation et à un niveau d'analphabétisme extrêmement élevé.

L'amélioration du climat politique mondial est manifeste. C'est ainsi qu'on a obtenu certains résultats concrets dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits régionaux, même si on s'est heurté à des difficultés de taille dans plusieurs situations qui semblaient pourtant prometteuses. Ces conflits font obstacle aux efforts de développement économique et social de plusieurs pays en développement, contrecarrent dangereusement les relations internationales et provoquent souffrances, misère et faim.

Le recours aux principes et aux mécanismes des Nations Unies a été décisif pour progresser sur la voie d'une solution pacifique à certains conflits.

En dépit de ses modestes moyens, le petit Etat de Sao Tomé-et-Principe participe aux efforts faits par la communauté internationale pour éliminer les foyers de tension. Il a surtout joué un rôle actif dans les efforts tentés pour réaliser la paix en Angola.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Graca (Sao Tomé-et-Principe)

Le Président Manuel Pinto da Costa a fait partie d'un groupe de huit chefs d'Etat qui se sont réunis à Luanda le 16 mai. Il a contribué à l'analyse et à l'approbation du plan de paix présenté par la République populaire d'Angola. Le Gouvernement de ce pays, faisant preuve d'une attitude courageuse et sage, a pris des initiatives concrètes pour parvenir à la réconciliation nationale et à rétablir la paix, conscient du martyr que son peuple a enduré pendant près de trois décennies de guerre.

Une solution juste et durable était imminente et le plan de paix de Luanda, reposant sur l'expérience africaine acquise dans la solution de cas similaires, avait été approuvé par le Sommet des 18 chefs d'Etat de Gbadolité; mais des ingérences extérieures représentant des intérêts étrangers hostiles à la cause du peuple ont créé certaines difficultés dans la mise en oeuvre des engagements qui avaient été contractés.

Nous continuerons toutefois d'oeuvrer vers une solution africaine à ce conflit douloureux, afin que l'Angola puisse finalement parvenir au progrès et au bien-être. Nous sommes certains que le processus qui est maintenant lancé, continuera de se dérouler de façon irréversible jusqu'à ce que la paix soit obtenue.

La Namibie, pays voisin de la République populaire d'Angola, dont le large appui a permis que soit appliquée la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies, accèdera bientôt à l'indépendance.

Aucune manoeuvre de sabotage n'empêchera le peuple namibien de parvenir en définitive aux objectifs pour lesquels il combat depuis tant d'années. Nous sommes convaincus que la SWAPO, qui jouit de l'appui de la population, sera à même de reconnaître avec pragmatisme et réalisme les aspirations du peuple namibien. Le jour de l'indépendance de la Namibie sera une date historique pour tout le continent. Il marquera le terme d'une affreuse ère coloniale en Afrique.

Malheureusement, le jour où le peuple africain sera à même de balayer de la face de son continent cette plaie béante, ce crime commis contre l'humanité, qu'est l'apartheid en Afrique du Sud, reste encore distant et difficile à atteindre.

Malgré les grandes promesses de changements positifs annoncées par le Président de Klerk, la communauté internationale doit continuer d'exercer sur l'Afrique du Sud des pressions politiques, économiques et morales, car l'apartheid ne peut tout simplement pas s'adapter. L'apartheid ne peut être réformé; il doit être radicalement aboli.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Graca (Sao Tomé-et-Principe)

Si l'Afrique du Sud souhaite engager un dialogue avec les nationalistes sud-africains en vue d'édifier une société démocratique et multi-raciale, il faut qu'elle libère immédiatement Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques, qu'elle lève les interdictions de l'ANC et de tous les autres partis nationalistes et des organisations anti-apartheid, et qu'elle mette fin à l'état d'urgence.

Toujours à propos de la région de l'Afrique australe, dont le potentiel économique considérable n'attend que la paix et la coopération de tous pour être développé, nous accordons notre plein appui aux sages décisions patriotiques de nos frères du Frelimo au Mozambique, en vue de promouvoir la réconciliation nationale et de parvenir à la paix par le dialogue avec leurs concitoyens égarés.

S'agissant des conflits qui existent sur le continent africain, nous nous félicitons de l'accord algérien, signé le 31 août, qui a pratiquement mis fin au différend entre le Tchad et la Libye au sujet de la zone d'Aozou, éloignant ainsi le spectre d'un nouvel affrontement armé entre des peuples frères.

Au Sahara occidental, nous espérons que l'on fera preuve de souplesse et qu'il sera bientôt possible de surmonter les obstacles qui empêchent la mise en oeuvre du référendum d'autodétermination de la population sahraouie, sur lequel les parties intéressées sont d'accord.

Le problème entre le Sénégal et la Mauritanie a été un grand choc pour tous les Africains en raison des liens historiques et culturels qui unissent ces deux pays voisins, et de la nature du conflit. Nous pouvons comme toujours compter sur l'intervention clairvoyante du Président Moubarak pour trouver une solution équitable et pour que renaisse l'harmonie entre tous les Sénégalais et tous les Mauritaniens.

La position prise par l'OLP lors d'une réunion du Conseil national palestinien qui s'est tenue en Algérie en novembre 1988 au sujet de Moyen-Orient a laissé entrevoir de nouvelles perspectives, a placé un nouvel accent sur la situation et a encouragé d'autres propositions pour trouver une solution au conflit afin que les droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance puissent enfin être reconnus et que tous les peuples de la région puissent vivre en paix et dans la sécurité, dans des frontières internationalement reconnues et garanties. La communauté internationale est pratiquement unanime à déclarer qu'il faut envisager des mesures permettant de convoquer une conférence internationale sous

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Graca (Sao Tomé-et-Principe)

les auspices des Nations Unies, qui réunirait toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

Nous regrettons que l'Iran et l'Iraq, deux pays qui appartiennent au Mouvement des pays non alignés, arrivés au terme d'une longue et cruelle guerre ayant causé de lourdes pertes humaines et économiques, ne puissent pas surmonter leurs divergences et les obstacles qui permettraient de remplacer l'affrontement et le désaccord par la coopération et la solidarité.

La situation en Afghanistan et au Cambodge s'est modifiée dès le départ des troupes étrangères mais, pour parvenir à la paix, il faut que les factions nationales résistent à la tentation de recourir à la force et qu'elles discutent de la création d'un gouvernement représentant toutes les forces politiques sans ingérences extérieures.

En Amérique centrale, le récent sommet de Tela, héritier spirituel d'Esquipulas II, a créé des bases solides pour une évolution positive et a fait lever des espoirs de paix et de démocratie pour la région.

Malgré des espoirs naissants en ce qui concerne l'élimination des tensions régionales, nous savons que nous sommes encore loin de vivre dans un monde pacifique, exempt de violence, où l'on prendrait en considération les intérêts de tous les pays et de tous les peuples.

A Sao Tomé-et-Principe, nous sommes de plus en plus préoccupés de l'occupation du Timor oriental, qui empêche son peuple de jouir de ses droits légitimes à l'autodétermination. Nous appuyons le Portugal, en tant que puissance administrante, dans les efforts louables qu'il fait pour trouver une solution équitable à ce problème grâce au dialogue avec l'Indonésie, sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies, dans le cadre du mandat qu'il a reçu de l'Assemblée générale dans la résolution 37/30.

Les experts de l'OCDE ont récemment indiqué qu'ils étaient convaincus, en se fondant sur des analyses portant sur les investissements, l'inflation et d'autres données, que le monde industrialisé était entré dans une nouvelle phase de croissance semblable à celles des années 50 et 60.

Ce fait rend plus évident et plus intolérable encore le paradoxe concernant la situation économique des pays du tiers monde, et particulièrement de l'Afrique, marquée par une crise structurelle profonde.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Da Graca (Sao Tomé-et-Principe)

Le monde s'est trouvé pendant longtemps sous la menace née de la guerre froide et de l'affrontement entre les deux blocs, dont la conséquence aurait pu être l'extermination nucléaire de la race humaine tout entière. Bien que ce cauchemar ait disparu grâce à la détente entre l'Est et l'Ouest, une autre menace demeure, résultat du fossé économique croissant entre le Nord et le Sud : le conflit entre les riches et les pauvres.

Les pays industrialisés commencent à comprendre que ce problème doit être traité comme un problème mondial qui concerne l'humanité tout entière. En fait, la division internationale du travail n'offre guère d'espoir aux producteurs de matières premières de voir aboutir leurs efforts de développement, lesquels sont paralysés par l'accumulation de la dette extérieure.

A la suite de la chute des prix des matières premières dans les années 80, le commerce extérieur a cessé d'être l'instrument du développement économique de nos pays. Sao Tomé-et-Principe traverse actuellement une grave crise économique et financière due à la chute soudaine du prix de notre seul produit d'exportation, le cacao. Nos partenaires du Nord sont maintenant parvenus à la conclusion qu'il serait irréaliste d'exiger le remboursement total de la dette et qu'il faut la réduire et même l'annuler dans certains cas. A ce propos, nous nous félicitons des mesures déjà prises par certains pays industrialisés. Ce n'est qu'en facilitant la création de nouveaux courants de capitaux vers les pays pauvres à des conditions avantageuses et en encourageant une réorganisation des relations économiques internationales qu'il sera possible d'éviter un gonflement incontrôlé de la dette.

Les événements qui se dérouleront l'année prochaine - la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la coopération économique internationale, l'adoption de la Stratégie internationale des Nations Unies pour le développement et la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés - contribueront sensiblement à cette nécessaire réorganisation. La création d'un climat international plus favorable aux pays du tiers monde leur permettra de se consacrer à la promotion d'une utilisation rationnelle de leurs ressources et à l'adoption de méthodes modernes de gestion. Comme le développement est un phénomène essentiellement culturel qui exige la participation active et libre de citoyens éclairés, il conviendra par-dessus tout de lutter pour une

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Da Graca (Sao Tomé-et-Principe)

généralisation des systèmes démocratiques de gouvernement, qui permettront à nos peuples de donner libre cours à leur créativité et à leur sens critique - condition sine qua non d'un véritable développement.

En dépit des changements politiques positifs et des progrès phénoménaux de la science et de la technique, qui laissent entrevoir de meilleures perspectives pour l'avenir de l'humanité, il reste encore malheureusement dans le monde des facteurs d'inquiétude et de régression.

La consommation et le trafic illicites de stupéfiants entraînent des problèmes humains, sociaux et politiques graves et difficiles. Les événements en Colombie ont montré à quel point le trafic illégal de stupéfiants et le pouvoir économique qui va de pair peuvent compromettre l'ordre démocratique et constitutionnel d'un pays. Etant donné qu'il s'agit d'un phénomène qui étend ses tentacules à de nombreuses régions du monde, la coopération internationale s'avère indispensable si l'on veut que les forces de police soient en mesure de lutter efficacement contre ce fléau. Il n'en demeure pas moins que la tâche la plus importante sera d'essayer, par des moyens scientifiques et pluridisciplinaires, d'identifier et d'éliminer les causes psychologiques et sociales de ce fléau, qui conduit des millions d'hommes et de femmes, de jeunes adultes pour la plupart, à s'autodétruire par la consommation de stupéfiants.

Dans un monde engagé sur la voie de la rationalisation de ses problèmes, le terrorisme constitue une forme irrationnelle de comportement. Il est une menace pour tous les pays du monde, et l'Assemblée générale, dans sa résolution 40/61, a condamné sans équivoque cette pratique inhumaine. Tous les membres de la communauté internationale doivent coordonner leurs efforts pour combattre le terrorisme et se conformer aux conventions et protocoles sur la lutte contre le terrorisme en vigueur. Aucune cause ne peut justifier l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants totalement innocents et qui n'ont absolument rien à voir avec les conflits existants. Aucun objectif noble ne peut être atteint en recourant à des moyens aussi inhumains.

Une autre préoccupation douloureuse de notre temps est la dégradation constante et progressive de notre environnement, qui met en danger l'avenir de notre planète. C'est l'un des problèmes mondiaux qui ne peuvent être réglés que par la coopération internationale. La Conférence sur l'environnement et le

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Da Graca (Sao Tomé-et-Principe)

développement convoquée par le Secrétaire général et prévue pour 1992 aura un rôle très important à jouer à cet égard. Il ne faut pas oublier que les causes de la détérioration de l'environnement ne sont pas les mêmes dans le Nord et dans le Sud et qu'elles nécessitent par conséquent des remèdes différents.

Dans la majorité des pays du Sud, il existe un élément extrêmement inquiétant qui perturbe l'équilibre entre l'homme et son environnement : la disproportion existant fréquemment entre la croissance de la population et la disponibilité des ressources naturelles.

La célébration, cette année, du bicentenaire de la Révolution française de 1789 aura été bien plus qu'un événement historique spécifiquement français. Le plus grand héritage légué par cet événement à tous les peuples du monde a été l'idée nouvelle d'une société ouverte, où les privilèges de caste se trouveraient abolis et les droits de l'homme et du citoyen confirmés. C'est à ce moment précis que la notion de peuple en tant que principal acteur des événéments politiques a commencé à prendre toute sa signification. La Déclaration de Belgrade du mois dernier a souligné l'urgente nécessité de la promotion des droits et des libertés de l'homme, du respect de la vie, de la dignité et des idées de chaque individu.

Contrairement aux théories exposées précédemment, nous sommes convaincus que les principaux droits des citoyens sont les droits politiques, car seuls ces droits peuvent leur permettre d'en acquérir d'autres. Bien qu'il n'existe pas encore à Sao Tomé-et-Principe les conditions, institutions et mécanismes appropriés, des mesures importantes sont prises actuellement, suite à la décision prise en octobre 1987 par notre parti, pour renforcer le processus démocratique en cours dans notre pays. A Sao Tomé-et-Principe, au sein du parti au pouvoir - seule organisation politique que nous ayons en raison de notre contexte historique mais où les différents courants de pensée circulent librement - comme au sein de notre société, la liberté d'expression est totale et pleinement garantie. Ce processus sera cristallisé en 1990 grâce à un ensemble de décisions électorales et constitutionnelles.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer en cette instance des Nations Unies où tous les pays du monde, grands et petits, coexistent, notre confiance et notre foi dans une communauté internationale sans cesse plus pacifique et de plus en plus à la pointe du développement économique, social et spirituel.

J'espère sincèrement que les travaux de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale contribueront à la réalisation de cet objectif.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. BASDEO (Trinité-et-Tobago) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un plaisir considérable que je vous adresse, au nom du Gouvernement et du peuple de Trinité-et-Tobago, mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. Nous sommes heureux qu'un diplomate et négociateur aussi compétent, formé et chevronné comme vous l'êtes, représentant un pays avec lequel Trinité-et-Tobago entretient des relations très chaleureuses et amicales, mène cette organisation vers la décennie des années 90, période riche en espoirs et en promesses, mais aussi en défis innombrables. Ma délégation est certaine que vous êtes plus qu'à la hauteur de cette tâche.

Je profite également de cette occasion pour féliciter votre prédécesseur, S. E. M. Dante Caputo, de l'Argentine, pour la manière compétente dont il a dirigé les travaux de l'Assemblée générale lors de sa quarante-troisième session et l'efficacité avec laquelle il s'est acquitté de ses importantes responsabilités.

Il est vraiment encourageant que le 50e anniversaire du cataclysme qui est à l'origine de la création des Nations Unies, coïncide avec un regain de foi et de confiance dans la capacité de l'Organisation mondiale de résoudre les conflits et de maintenir la paix et la sécurité internationales. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, a mis en relief cette heureuse tendance dans son excellent rapport sur les activités de l'Organisation.

Un certain nombre de raisons expliquent le changement profond dans l'attitude à l'égard des Nations Unies. La disparition de la politique des blocs qui a prévalu pendant l'époque de la guerre froide et le rapprochement entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont amélioré le climat international. Cela a contribué en grande partie à dissiper les craintes et la méfiance mutuelles des deux superpuissances, qui ont neutralisé au cours des années précédentes toutes les tentatives des Nations Unies de s'acquitter des fonctions pour lesquelles elles ont été créées.

Cependant, il existe encore une autre raison, qui est peut-être plus importante. Les protagonistes de la scène internationale ont tardivement pris conscience du fait que leur capacité de résoudre les problèmes unilatéralement

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

sont très limitées. Le pouvoir et l'influence sont partagés de manière diffuse entre une multiplicité d'Etats, qui tous doivent tenir compte du tissu complexe d'intérêts imbriqués d'un monde de plus en plus interdépendant. La reprise du consensus entre les superpuissances et la renaissance du multilatéralisme, qui sont deux des mécanismes clefs de la Charte, ne peuvent que bénéficier aux Nations Unies et à la communauté internationale tout entière.

L'évolution récente de la situation dans le domaine du désarmement en témoigne pleinement. Dans le contexte de la reprise du consensus, le fait que les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont expressément déclarés prêts à oeuvrer pour l'élimination des armes chimiques représente un progrès prometteur par rapport à leur accord antérieur sur les missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée. Mais l'expérience récente en ce qui concerne les conflits régionaux démontre qu'il est impératif qu'une convention multilatérale soit conclue afin d'assurer l'élimination totale des armes chimiques des arsenaux de tous les Etats. Une telle convention, qui fait partie des objectifs visés par la Conférence de Genève sur le désarmement, doit interdire la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes chimiques.

L'amélioration du climat international et la conscience plus aiguë du coût exorbitant de la poursuite de conflits sans issue ont eu des effets positifs sur un certain nombre de conflits régionaux. Des accords et des arrangements ont été conclus, et dans certains cas, ils ont été mis en oeuvre; des mécanismes ont été créés pour faciliter la conciliation et renforcer l'appui au droit international. Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a toutes les raisons de conclure que nous entrons dans une phase de relations internationales à la fois riche de promesses et lourde de dangers. Mais si nous abordons cette phase avec prudence et en nous efforçant de comprendre les nombreux facteurs complexes qui sont en cause, tous les intéressés pourront en bénéficier.

A cet égard, l'exemple de la Namibie vient immédiatement à l'esprit. Je voudrais exprimer la reconnaissance de mon Gouvernement au Secrétaire général et à ses collaborateurs pour les efforts qu'ils ont déployés en vue d'assurer la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie. Cependant, nous sommes profondément préoccupés par les tentatives flagrantes du régime

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

d'apartheid qui tente, avec l'aide de l'Administrateur général, de faire échouer le processus électoral prévu par la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, en utilisant l'intimidation et en modifiant le processus d'établissement des listes électorales. L'Afrique du Sud ne doit pas obtenir par des manoeuvres détournées ce qu'elle n'a pas pu obtenir par la force brute. Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago est par conséquent d'avis que les autorités de supervision et la communauté internationale doivent faire preuve d'une vigilance accrue. L'application du plan d'indépendance des Nations Unies pour la Namibie ne doit pas être compromis par la duplicité, les tactiques dilatoires et les mesures d'intimidation du régime d'apartheid.

Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago a récemment donné la preuve de son attachement à l'indépendance de la Namibie en accédant à une requête du Secrétaire général et en fournissant un groupe de personnes dûment qualifiées pour participer à la préparation des prochaines élections générales dans ce pays. Mon Gouvernement se tient prêt à fournir à nouveau toute l'assistance nécessaire pour faciliter le succès du processus d'indépendance en Namibie.

En dépit des progrès réalisés en Namibie, l'apartheid continue d'exister dans l'Afrique du Sud voisine. Nous pensons que la relève de la garde qui a eu lieu récemment pourrait, grâce à une compréhension éclairée par l'Afrique du Sud de ses propres intérêts et au courage politique, ouvrir une brèche dans le camp assiégé de l'apartheid. Cependant, ceci ne sera pas possible si le nouveau dirigeant du régime minoritaire continue à offrir des miettes, en préconisant le changement par l'évolution et en visant des objectifs contradictoires : mettre fin à la domination de la minorité blanche, sans donner le pouvoir à la majorité. Il faut adopter de nouvelles mesures plus courageuses pour répondre aux aspirations profondes de la majorité du peuple d'Afrique du Sud. Ces mesures doivent comprendre la levée de l'état d'urgence, la libération de Nelson Mandela et autres prisonniers politiques qui subissent une incarcération vaine, inhumaine et qui a un effet contraire à l'effet recherché. Ces mesures faciliteraient la mise ne place d'un véritable dialogue avec les dirigeants de la majorité, afin d'obtenir des changements réels devant déboucher sur une Afrique du Sud non raciale, démocratique et unie.

La Trinité-et-Tobago dénonce fermement, fortement et inlassablement l'apartheid et réitère son appui total au peuple d'Afrique du Sud dans sa lutte pour éliminer cet horrible fléau. Aussi longtemps que le système d'apartheid sera pratiqué en Afrique du Sud, la Trinité-et-Tobago continuera à interdire toutes relations économiques, culturelles et sportives et autres avec ce pays.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

Mon gouvernement sait que l'action individuelle ne suffira pas à démanteler le système d'apartheid. Par conséquent, la Trinité-et-Tobago, une fois de plus, exhorte les Etats qui ont une influence sur les dirigeants du régime sud-africain à appuyer toutes les mesures internationales visant à mettre fin à ce système odieux et abominable, notamment par l'imposition de sanctions globales et obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Nous sommes convaincus que cette action concertée et résolue est la seule manière d'aller de l'avant.

La Trinité-et-Tobago se félicite également de la décision prise par l'Assemblée générale de consacrer une session extraordinaire en décembre de cette année à la question de l'apartheid. Il est apparu encore plus urgent de convoquer cette session devant les événements qui viennent de se produire en Afrique du Sud, en particulier après le meurtre de sang-froid de 22 Noirs non armés abattus au cours d'un prétendu assaut contre des dissidents anti-apartheid et à la suite de la mise en scène qu'ont représentée les élections manifestement non représentatives du 6 septembre qui ont exclu une fois encore la majorité africaine. La persistance du régime d'apartheid demeure une source d'indignation profonde pour la Trinité-et-Tobago et, comme l'Assemblée le reconnaîtra avec moi, pour toute la communauté internationale.

Il est regrettable qu'au Moyen-Orient certaines des possibilités ouvertes par le dégel des relations entre les superpuissances soient en train de s'estomper. L'inertie et le désir d'atteindre par-dessus tout des buts irréalistes étouffent les faibles espoirs nés il y a un an de l'élan imprimé par les décisions du Conseil national palestinien et par l'amorce d'un dialogue entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et les Etats-Unis d'Amérique. Toutes les initiatives de paix qui ont été prises ont avorté alors que le sang continue de couler et que la répression se poursuit dans les territoires occupés. Mon gouvernement demeure convaincu que la convocation d'une conférence internationale de paix reste le meilleur moyen d'arriver à la paix sur la base du respect des droits inaliénables du peuple palestinien et du droit de toutes les parties intéressées d'exister dans la paix et la sécurité.

Au Liban, la situation empire et l'agonie du peuple libanais se poursuit de façon dramatique. La communauté internationale voit avec désespoir les communautés libanaises, qui souffrent depuis si longtemps, s'entre-déchirer encore par des tirs d'artillerie aveugles. Mon gouvernement s'associe à d'autres pour inviter les parties au conflit libanais à mettre fin à cette terreur insensée. Tous les pays

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

qui sont en mesure d'exercer une influence sur cette situation devraient redoubler d'efforts pour apporter une solution pacifique à ces différends. A cet égard, la Trinité-et-Tobago se félicite de l'initiative qu'a prise récemment la Ligue des Etats arabes afin d'instaurer un cessez-le-feu.

Les événements récents qui ont eu lieu dans d'autres parties du monde ne peuvent que confirmer la nécessité de trouver d'urgence des solutions politiques par la voie de la négociation associant toutes les parties intéressées. En Afghanistan, le retrait des troupes étrangères a été suivi d'une escalade des hostilités, ce qui a compliqué, comme l'Assemblée le constatera, la recherche d'un règlement pacifique de ce différend.

En ce qui concerne le Kampuchea, le retrait des troupes étrangères sans supervision a entraîné une menace d'escalade des combats, ce qui a aggravé le malaise qui a découlé de la conclusion infructueuse de la Conférence de Paris. Mon gouvernement espère que les coprésidents de la Conférence de Paris parviendront à une reprise du processus diplomatique. Nous trouvons également encourageante l'intention du Secrétaire général de continuer d'user de ses bons offices pour sortir de cette impasse.

Quant à la péninsule coréenne, mon gouvernement espère que le dialogue entre les deux Corées se poursuivra. La Trinité-et-Tobago attend de voir le jour proche où les Corées deviendront membres à part entière des Nations Unies, conformément au principe de l'universalité que nous appuyons pleinement.

L'allégement des tensions internationales et le recours accru aux processus multilatéraux ont facilité les initiatives régionales de plus en plus nombreuses pour résoudre les différends régionaux. C'est dans ce contexte de la participation multilatérale que la Trinité-et-Tobago, un petit Etat, a été appelée à jouer un rôle actif dans les efforts régionaux qui sont faits pour favoriser la paix et la stabilité de notre région. Avec l'Equateur et le Guatemala, la Trinité-et-Tobago a fait partie de la mission de l'Organisation des Etats américains (OEA) au Panama. Cette mission, en consultation avec le Gouvernement et le peuple de Panama, s'est efforcée, par son aide, de résoudre la crise politique de ce pays en élaborant des options et des mécanismes destinés à faciliter l'établissement d'un gouvernement démocratiquement élu.

Mon gouvernement se félicite vivement des initiatives qui ont été prises pour instaurer une paix véritable et durable en Amérique centrale. A ce propos, nous

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

exprimons notre gratitude aux Présidents du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua pour les efforts qu'ils ont déployés. Le processus et les procédures définis par le Groupe de Contadora et par les Accords plus récents d'Esquipulas II et de Tela ouvrent la voie à la réconciliation nationale et au rétablissement de la stabilité sociale et politique dans la région. L'élément délicat de ce processus s'avère être les prochaines élections au Nicaragua, qui doivent être libres et justes. A cet égard également, mon gouvernement a eu l'honneur d'être invité par le Secrétaire général de l'OEA à envoyer des fonctionnaires pour contrôler les inscriptions sur les listes électorales et il a répondu avec empressement à cette demande.

Comme l'Assemblée le sait, Haïti occupe une place particulière dans l'histoire et la conscience des Caraïbes en tant que première nation indépendante de notre région. Du fait de l'histoire et des différences linguistiques, les liens naturels entre les Caraïbes anglophones et Haïti n'ont pas encore été pleinement développés. Néanmoins, dans la Communauté des Caraïbes, nous avons vivement ressenti les souffrances d'Haïti. Par conséquent, sur l'invitation du Gouvernement haïtien, la Trinité-et-Tobago, une fois encore, a participé à une mission d'enquête envoyée par la Communauté des Caraïbes dans ce pays. L'annonce récente d'un calendrier électoral nous fait espérer que le Gouvernement et le peuple d'Haïti ne rencontreront plus d'obstacles sur la voie de l'établissement d'une société libre et démocratique. A cet égard, il est encore plus urgent que la communauté internationale apporte l'assistance nécessaire au peuple haïtien pour alléger ses souffrances.

Du haut de cette tribune et dans plusieurs autres instances internationales, on a fait valoir dans le passé que le degré de confiance placé dans les processus multilatéraux était le plus souvent inversement proportionnel à la dimension de l'Etat. Comme plusieurs autres petits Etats de la communauté internationale, la Trinité-et-Tobago considère l'Organisation des Nations Unies comme l'un des garants de sa souveraineté et de son indépendance et comme le mécanisme le plus efficace et le plus à même de promouvoir la paix et la sécurité entre les Etats Membres. Les organismes régionaux tels que l'OEA et la Communauté des Caraïbes jouent un rôle similaire important.

La Trinité-et-Tobago est également fermement convaincue que les petits Etats, théoriquement sans influence politique, économique et militaire significative, doivent s'efforcer, par leur conduite, d'être une force morale pour incarner en

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Togago)

quelque sorte la conscience de la communauté internationale. En effet, mon gouvernement a constaté avec un vif intérêt que, pendant l'année écoulée, plusieurs petits Etats avaient pu apporter une contribution tangible à la préservation de la paix et de la sécurité internationales. Comme je l'ai dit précédemment, la Trinité-et-Tobago, membre de la Communauté des Caraïbes, a été appelée à jouer un rôle de ce genre, comme en témoigne notre participation au Panama, au Nicaragua, en Namibie et en Haïti. Il faut espérer que cette tendance positive se poursuivra, car les petits Etats, en particulier quand ils agissent de concert, ont une contribution précieuse à apporter dans ce domaine, non seulement en donnant l'exemple mais également en jouant le rôle d'intermédiaires honnêtes.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

Aujourd'hui, nous sommes au seuil du XXIe siècle et il n'y a encore aucune perspective de voir s'établir un nouvel équilibre dans les relations économiques internationales qui faciliterait l'émergence d'une communauté d'intérêts, de préoccupations et de responsabilités partagées. La situation économique critique de la plupart des pays en développement empire, tandis que les inégalités de la répartition des richesses à l'échelle mondiale se sont accentuées et sont devenues encore plus marquées. Les prix des produits de base continuent à fluctuer et sont à des niveaux affreusement bas; les termes de l'échange dans l'ensemble des pays en développement se sont détérioriés et le lourd fardeau de la dette extérieure entrave gravement les initiatives de développement. Pour beaucoup d'entre nous, l'élan de développement acquis dans les décennies 60 et 70 a été perdu. En fait, les années 80 sont maintenant appelées la décennie perdue du développement.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le revenu par habitant pour toute la région est maintenant au-dessous de ce qu'il était en 1980. La Trinité-et-Tobago, victime de handicaps nés de l'interaction des problèmes spécifiques des petits pays insulaires en développement, et des problèmes du monde en développement en général, vient de connaître sa sixième année consécutive de croissance négative en 1988. La majorité des pays en développement dans d'autres régions ont également connu une diminution de la production par habitant.

N'est-il pas ironique que la croissance négative dans le monde en développement se soit accompagnée d'une relance économique dans les pays développés qui ont connu en 1988 la septième année consécutive de croissance record? En fait, toutes les économies développées du marché ont connu une croissance plus rapide qu'escomptée. En dépit de ces tendances favorables dans le monde développé, le système commercial multilatéral a été considérablement gêné et les barrières au commerce ont continué à proliférer en dépit des engagements pieux pris à Punta del Este. L'Uruguay Round donne l'occasion à la communauté internationale de réparer le système commercial international et de le renforcer pour assurer que le commerce soit libre de tous obstacles et que les pays n'aient plus recours à des manoeuvres protectionnistes. Ces manoeuvres, devrais-je ajouter, sont particulièrement dangereuses pour les entreprises et les pays du Sud.

C'est pour cette raison que les pays en développement ont souligné que l'Uruguay Round devrait porter sur les questions qui nous ont toujours préoccupés, telles que l'utilisation douteuse, la sauvegarde et les barrières non tarifaires,

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

qui ont trait à la restriction de l'accès au marché. Des progrès substantiels doivent être réalisés dans ces domaines avant que nous puissions porter notre attention sur ce que l'on a appelé les nouvelles questions. Nous espérons que les négociations futures seront plus transparentes et seront imbues d'un esprit de coopération et de compromis et tiendront compte à la fois des intérêts des pays industrialisés et des pays en développement.

Pour de nombreux pays en développement, les problèmes de la dette extérieure et du service de la dette constituent toujours l'obstacle principal à la croissance à long terme et au développement durable. Si les ravages de cette crise continuent sans être maîtrisés, de nombreux pays verront leur avenir se transformer en un avenir de pénurie sans espoir.

Au sein de la communauté internationale, on est de plus en plus conscient que les problèmes de la dette extérieure doivent être traités de manière urgente. Toutefois, cette prise de conscience ne s'est pas encore traduite en un consensus pour une solution globale qui bénéficiera de l'appui de toutes les parties intéressées. A notre avis, les stratégies de la dette employées jusqu'ici ont été trop sélectives dans leur portée et leur application et n'ont accordé que peu d'attention aux petits pays à revenu moyen comme Trinité-et-Tobago. Je peux donner l'assurance à cette assemblée que nous souffrons ici, dans une égale mesure, de la dette extérieure, du service de la dette et de l'ajustement structurel.

Le problème de la dette extérieure exige une solution pour une autre raison. La dette extérieure massive et le service de la dette qui en découle, aggravés parfois par la fluctuation des taux d'intérêt, ont créé une situation diabolique là où il y a un transfert net de ressources vers les pays industrialisés du monde. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le flux inverse a été particulièrement intenable. Les Nations Unies ont estimé que, depuis 1983, la région transfère annuellement à l'étranger près du cinquième de ses recettes d'exportation du produit intérieur brut.

Cette sortie de capitaux se produit parallèlement à la stagnation des ressources à des conditions favorables, à la diminution globale des flux d'investissement étranger direct vers les pays en développement et à la quasi-cessation des prêts aux pays en développement par le secteur des banques commerciales. Dans ces circonstances, il doit y avoir de graves altérations économiques.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

La communauté internationale doit traiter le problème d'urgence. Toute stratégie pour les pays en développement, dans la prochaine décennie et au-delà, doit être basée sur la prémice de l'accès à des ressources financières suffisantes. Ces stratégies doivent, en priorité, réorienter les ressources et l'épargne excédentaire de l'économie mondiale vers les pays en développement où on a le plus besoin d'investissement pour encourager la croissance et un développement durable.

L'interdépendance des problèmes que connaissent tous les pays indique que la coopération internationale a un rôle crucial à jouer pour les résoudre. Dans ce contexte, le rôle du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'autres institutions financières multilatérales dans l'économie internationale est vital. Le FMI et la Banque mondiale doivent utiliser leurs efforts, leurs ressources et leur influence pour rendre l'économie mondiale plus équitable et servir la cause d'une croissance d'un développement durable dans les pays en développement.

Plusieurs grandes conférences économiques qui ont eu lieu cette année ont réaffirmé la nécessité pour les pays du Nord et du Sud d'amorcer un dialogue étendu sur les questions qui touchent leurs relations. La Trinité-et-Tobago se félicite donc de la décision de convoquer en 1990, une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la coopération économique internationale et, en particulier, à la revitalisation du processus de croissance économique et du développement des pays en développement. Cette session extraordinaire sera une bonne occasion de prendre des décisions politiques visant à réaliser une action efficace et collective dans les domaines interdépendants de la monnaie, des finances, du commerce, de la dette extérieure et du développement. Nous espérons beaucoup que la session extraordinaire facilitera la préparation et l'adoption d'une stratégie du développement international généralement acceptée pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement.

Les progrès rapides de la science et de la technique et leur application immédiate à toutes les sphères d'activité ont une profonde influence sur l'évolution sociale et économique de toutes les sociétés. Il est donc particulièrement malheureux que l'un des résultats de la régression économique qui a frappé les pays en développement pendant les années 80 soit l'élargissement de l'écart entre les pays développés et les pays en développement dans l'acquisition

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

et l'utilisation des techniques. La simple vérité est que la technique est un facteur d'une importance critique pour la croissance et le développement. Par conséquent, il est nécessaire de mettre d'urgence au point des mécanismes appropriés pour augmenter le transfert des techniques vers les pays en développement, pour renforcer leurs capacités nationales dans les domaines de la science et de la technique, et de le faire dans des conditions auxquelles les pays en développement peuvent facilement souscrire.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

C'est pour cette raison que la Trinité-et-Tobago est déçue de la lenteur des progrès enregistrés vers l'élaboration et l'adoption d'un code international de conduite sur les transferts de technologie. Ce code portera sur les droits, responsabilités et obligations des signataires et sera le cadre dans lequel des échanges technologiques pourront avoir lieu dans l'intérêt aussi bien de celui qui fournit que de celui qui reçoit les technologies. Par conséquent, je demande instamment à tous ceux qui participent à ces négociations de ne pas s'inspirer dans leurs délibérations d'intérêts égoïstes mais de la perspective de bénéfices accrus pour toutes les parties grâce à la mise au point et à l'application du code.

La protection de l'environnement est un autre domaine où les destinées des pays développés et en développement sont étroitement liées. La désertification, l'érosion des sols et le déboisement, joints à l'émission de polluants dans l'atmosphère et d'effluents dans le système hydrique, détruisent les écosystèmes de notre planète. Il est regrettable que les tentatives de déversement des déchets toxiques de pays développés dans des pays en développement aient ajouté une nouvelle dimension inquiétante à la dégradation de l'environnement.

Les problèmes écologiques ne respectent pas les frontières nationales. Par conséquent, ce que chaque pays pourra faire de son côté sera insignifiant par rapport à la solution globale de ces problèmes. Il faut par conséquent une action concertée, régionale et internationale, pour combattre cette crise. Nous, dans les Caraïbes, avons compris cela, et nos ministres de l'environnement se sont rencontrés au début de l'année et ont adopté l'Accord de Port of Spain, qui trace un programme coordonné pour la préservation de notre environnement. Pour nous, aux Caraïbes, la préservation de l'environnement est particulièrement importante car c'est le support même de notre industrie touristique, secteur dynamique de la vie économique de plusieurs de nos pays. C'est contre cette toile de fond que la Trinité-et-Tobago a appuyé la convocation d'une conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui doit se tenir en 1992.

Le récent passage de l'ouragan Hugo est venu démontrer à nouveau combien les îles des Caraïbes sont exposées aux catastrophes naturelles. Nous compatissons avec ceux qui ont été frappés par l'ouragan qui a balayé les îles orientales des Caraïbes et la côte est des Etats-Unis d'Amérique. La reconstruction sera une tâche redoutable. Les Etats des Caraïbes ont réagi immédiatement, fournissant une assistance proportionnelle à leurs possibilités. La Trinité-et-Tobago demande instamment à la communauté internationale d'apporter une aide généreuse au processus de reconstruction.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

Il ressort clairement de la manière dont est en train d'évoluer le système économique international à la fin du XXe siècle que la survie des petits pays insulaires en développement sera de plus en plus précaire s'ils n'arrivent pas à se regrouper eux aussi en entités économiques plus fortes.

L'avènement en 1992 d'un marché européen unique et de l'Accord de libre-échange récemment conclu entre les Etats-Unis et le Canada ne manqueront pas d'avoir un effet important sur la Trinité-et-Tobago et ses voisins de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), car ces pays sont nos principaux partenaires commerciaux. C'est pour cette raison et en prévision d'autres changements similaires dans l'économie mondiale que les chefs des gouvernements membres de la CARICOM, à leur dixième réunion, tenue en juillet dernier à la Grenade, ont adopté la Déclaration de Grand Anse et le Programme de travail pour l'avancement du mouvement d'intégration. La Déclaration contient toute une série d'initiatives spécifiques et de grande portée qui doivent s'appliquer au cours des quatre prochaines années et serviront à accélérer le processus d'intégration et à renforcer toutes les dimensions de notre communauté.

A la Trinité-et-Tobago, nous avons toujours compris que notre destinée est liée inextricablement à celle des Etats frères des Caraïbes. Nos propres efforts d'intégration sont bien antérieurs à notre indépendance et, au cours des 20 dernières années, nous avons travaillé avec persévérance au renforcement de notre mouvement d'intégration et dans le but de concrétiser notre communauté et notre marché commun. On comprendra facilement que le processus d'intégration des Caraïbes n'a pas été facile, du fait que nos économies ne sont pas complémentaires. Néanmoins, certains membres de la CARICOM ont fait preuve de la volonté politique, de la détermination et du réalisme nécessaires pour y parvenir.

La consommation et le trafic des drogues illicites sont devenus l'un des plus grands problèmes de la communauté internationale. Ce fléau ronge le tissu même de nos sociétés. Il a le potentiel de contourner, de corrompre et, dans certains cas, de réduire à l'impuissance des gouvernements élus. Les événements survenus récemment en Amérique latine ont montré, aux yeux horrifiés de toute la communauté mondiale, l'énorme menace que posent les individus et entités qui font commerce de la déchéance humaine et de la mort qu'impliquent les drogues illégales.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

Le Secrétaire général a mentionné dans son rapport annuel que la valeur monétaire du trafic des stupéfiants a récemment dépassé celle du commerce international du pétrole et ne le cède en importance qu'au commerce des armes. Voilà qui en dit long sur les priorités internationales contemporaines : alors que beaucoup de pays combattent la malnutrition, la maladie et une multitude de problèmes économiques et sociaux, le trafic illicite des drogues et des armements est au pinacle du commerce international.

Les Caraïbes, en raison de leur situation géographique et d'une pénurie des ressources humaines et matérielles nécessaires pour assurer l'interdiction du trafic des stupéfiants, sont devenues une voie de passage naturelle pour les drogues acheminées illégalement vers les marchés lucratifs d'Amérique du Nord et d'Europe. Les gouvernements des Caraïbes doivent par conséquent faire face à un défi sans précédent, d'autant plus qu'ils ne peuvent rivaliser en ressources financières et autres avec les puissants cartels de la drogue.

Pour la Trinité-et-Tobago et pour chacun de nous dans les Caraïbes, la coopération internationale est la seule option viable. C'est pourquoi mon pays appuie la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la question du trafic illicite des stupéfiants. La communauté internationale doit déclarer la guerre à ce commerce illicite. Cependant, la bataille ne doit pas être livrée seulement dans les champs de l'Amérique latine ou sur les rivages des îles des Caraïbes; elle doit être livrée avec vigueur et détermination dans les rues des pays consommateurs. La coopération internationale devrait par conséquent se concentrer non seulement sur l'interdiction mais aussi sur la réduction de la demande. Elle doit également mettre davantage l'accent sur le traitement et la réhabilitation des malheureux membres de nos sociétés qui tombent dans le piège des drogues illicites.

Après mûre réflexion, les pays des Caraïbes ont saisi l'Assemblée générale de propositions sur la question du commerce international des drogues illicites. Michael Manley, Premier Ministre de la Jamaïque, a proposé la création d'une force multilatérale et multisectorielle des Nations Unies qui apporterait aux Etats qui le demandent une aide dans le domaine des renseignements et de l'interdiction. Nous recommandons que l'Assemblée générale examine favorablement cette proposition au cours de la présente session.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

De son côté, sur la base d'une proposition de M. A.N.R. Robinson, Premier Ministre de la Trinité-et-Tobago, ma délégation a proposé d'inscrire un nouveau point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, demandant la création d'une cour criminelle internationale; il s'agirait d'une institution judiciaire qui fonctionnerait avec l'accord des Etats membres de la communauté internationale et statuerait sur la responsabilité criminelle des individus qui viole le droit international. La juridiction d'un tel tribunal serait limitée aux délits qui peuvent être définis comme des délits internationaux, sur la base de principes reconnus du droit international.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library.

M. Basdeo (Trinité-et-Tobago)

Le trafic international de drogues illégales est venu s'ajouter au génocide, aux crimes de guerre et actes de terrorisme parmi les délits portant atteinte à la communauté internationale tout entière et à la conduite pacifique des relations internationales. Il faut regretter que les systèmes juridiques nationaux soient souvent surchargés ou, dans certains cas, incapables de régler le cas des auteurs de ces délits. S'il est vrai que les techniques modernes et la révolution des communications rendent possible le contrôle du crime international, il est manifeste aujourd'hui qu'aucun Etat isolément ne peut faire échec avec succès aux criminels internationaux.

La Trinité-et-Tobago est partie à l'initiative des non-alignés visant à proclamer les années 90 "Décennie du droit international". Nous croyons que la création d'un tribunal criminel international serait de nature à donner l'impulsion nécessaire à la codification et l'élaboration progressive du droit international au cours de ces 10 années. La proposition de la Trinité-et-Tobago a été présentée à la Sixième Commission de l'Assemblée et nous espérons qu'elle recevra le plein appui des Etats Membres.

Il y a 44 ans, les fondateurs de l'Organisation, représentant la conscience collective des peuples sortis accablés et épuisés de la deuxième guerre mondiale, ont vu dans les Nations Unies le seul espoir de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Depuis lors, nous avons fait des progrès considérables mais, dans certains domaines, nous n'avons pas fait assez.

Les événements récents semblent indiquer que la communauté internationale est à l'aube d'une ère nouvelle plus pacifique. Si nous voulons tenir cette promesse de paix, il faut que les Etats Membres appuient davantage encore l'Organisation des Nations Unies, d'autant plus qu'elle joue un rôle croissant dans le règlement des conflits et le maintien de la paix. Ce n'est que dans ce contexte que tous les pays pourront poursuivre les programmes et les politiques qui leur permettront d'atteindre une croissance et un développement maximums.

Il nous appartient en conséquence à tous de faire preuve de la volonté politique, de l'imagination et de la compassion nécessaires pour traduire ces possibilités dans la réalité. Ensemble, nous pourrons alors forger un avenir qui garantira la dignité et la valeur de la personne humaine et qui fournira des bases solides pour un nouveau plan architectural du monde.

La séance est levée à 17 h 55.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library